

## **STELCO INC.**

### **AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE**

Avis est donné par la présente que l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de Stelco Inc. aura lieu à 10 h 30, heure locale, le mercredi 28 avril 1999, à la Salle 105, au Metro Toronto Convention Centre, 255 Front Street West, dans la ville de Toronto, en Ontario, aux fins suivantes :

1. recevoir le rapport annuel et les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998, ainsi que le rapport des vérificateurs relativement à ces états;
2. élire les administrateurs;
3. nommer les vérificateurs et autoriser les administrateurs à fixer leur rémunération;
4. examiner et, s'il est jugé à propos, adopter une résolution approuvant, ratifiant et confirmant l'adoption d'un régime de droits des actionnaires à l'égard de la Société et approuvant à cette fin la convention du Régime de droits des actionnaires intervenue en date du 14 décembre 1998 entre la Société et Compagnie Trust CIBC Mellon; et
5. délibérer sur toute autre question dont l'assemblée pourra être dûment saisie.

Les procurations devant servir lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire doivent être remises au secrétaire de la Société ou à l'agent des transferts de la Société, la Compagnie Trust CIBC Mellon, soit par envoi postal à l'adresse paraissant sur l'enveloppe ci-jointe ou par livraison en main propre au Service des procurations, unité 6, 200 Queen's Quay East, Toronto, Ontario, M5A 4K9, au plus tard à 16 h 00, heure locale, le mardi 27 avril 1999.

Daté à Hamilton, ce 19<sup>e</sup> jour de mars 1999.

Par ordre du conseil d'administration  
(signé) G. Blair Cowper-Smith  
Secrétaire de la Société et conseiller juridique spécial

#### **AVIS IMPORTANT**

Il est souhaitable que le plus grand nombre possible d'actions soient représentées à l'assemblée. Si vous pensez ne pas pouvoir y assister et que vous souhaitez faire représenter vos actions, veuillez signer la procuration ci-jointe et la retourner dans les plus brefs délais en utilisant l'enveloppe prévue à cet effet.

## **CIRCULAIRE DE PROCURATION DE LA DIRECTION**

**La présente circulaire est distribuée dans le cadre de la sollicitation de procurations faite par la direction de Stelco Inc. (« Société » aux présentes) en vue de leur utilisation lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la Société (« assemblée » aux présentes) qui aura lieu le 28 avril 1999 et à tout ajournement de celle-ci.** La sollicitation se fera principalement par courrier; cependant, les procurations peuvent être aussi sollicitées par téléphone ou en personne par des dirigeants ou des employés de la Société. La Stelco a retenu les services de Shareholder Communications Canada pour les aider dans la sollicitation des procurations auprès des actionnaires. Pour leur prestation, Shareholder Communications Canada peut compter recevoir environ 12 000 \$ plus le remboursement de dépenses raisonnables. Tout coût lié à la sollicitation sera assumé par la Société.

### **Vote par procuration**

Les actions, représentées par les procurations dûment signées en faveur des personnes désignées dans le formulaire de procuration ci-joint, seront exercées ou ne seront pas exercées lors de tout scrutin qui pourrait avoir lieu, et si l'actionnaire exprime son choix quant à la décision à rendre par vote, les actions seront exercées ou ne seront pas exercées lors du scrutin conformément aux directives de l'actionnaire. **En l'absence de toute directive contraire, lesdites actions seront exercées en faveur de l'élection des administrateurs spécifiés dans la présente circulaire, du renouvellement du mandat des vérificateurs mentionnés dans la présente circulaire et de la détermination de leur rémunération par les administrateurs, ainsi que du Régime de droits des actionnaires.**

La procuration ci-jointe confère aux personnes qui y sont identifiées un pouvoir discrétionnaire concernant toute modification ou tout changement aux questions énumérées dans l'avis de convocation à l'assemblée et à toute autre question dont celle-ci pourrait être dûment saisie. À la date de cette circulaire, la direction de la Société n'entrevoyait aucune modification ni aucun changement ou autre question à soumettre à l'assemblée.

### **Principaux porteurs de titres comportant droit de vote**

À la connaissance des administrateurs et des dirigeants de la Société, au 12 mars 1999, aucune personne n'était le véritable propriétaire ou n'exerçait le contrôle ou la haute main sur plus de 10 pour cent des actions ordinaires de la Société.

### **Nomination du fondé de pouvoir**

Les personnes, dont le nom paraît sur le formulaire de procuration ci-joint, sont des administrateurs de la Société. Un porteur d'actions a le droit de nommer une personne, qui n'est pas tenue d'être un actionnaire de la Société et autre que les personnes identifiées dans le formulaire de procuration ci-joint, afin de le représenter et d'agir en son nom lors de l'assemblée. Pour exercer son droit, le porteur d'actions doit soit inscrire le nom de telle personne dans l'espace prévu à cet effet sur le formulaire de procuration ci-joint, soit remplir un autre formulaire de procuration approprié.

### **Révocabilité des procurations**

Une procuration, accordée à la suite de la présente sollicitation, peut être révoquée par écrit, en vertu de l'article 148 (4) de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, par l'actionnaire ou par son mandataire autorisé par écrit, et ladite révocation doit soit être déposée au siège social de la Société, 100 King Street West, Hamilton, Ontario, L8N 3T1, en tout temps au plus tard le dernier jour ouvrable qui précède le jour de l'assemblée annuelle ou de tout ajournement de celle-ci au cours de laquelle la procuration devra être utilisée, soit être remise au président d'assemblée le jour de l'assemblée ou de l'ajournement de celle-ci ou remise de toute autre manière permise par la loi.

### **Droits de vote**

Au 12 mars 1999, il y avait en circulation 105 881 207 actions ordinaires convertibles série A et 36 574 actions ordinaires convertibles série B (collectivement « actions ordinaires » aux présentes), et 2 687 319 actions privilégiées série C. Les porteurs d'actions ordinaires, inscrits à la fermeture des bureaux le 12 mars 1999, auront droit à une voix pour chaque action ordinaire qu'ils détiennent, sauf dans la mesure où une personne a transféré des actions ordinaires après la date de référence et que le cessionnaire de telles actions établit qu'il en est le propriétaire et exige d'être inclus sur la liste des actionnaires autorisés à voter lors de l'assemblée au plus tard 10 jours avant la tenue de ladite assemblée.

### **Élection des administrateurs**

Les affaires internes de la Société sont gérées par un conseil d'administration. Les membres de ce conseil sont élus chaque année lors de l'assemblée annuelle des actionnaires et ils demeurent en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires à moins, qu'avant la tenue de celle-ci, ils ou elles ne donnent leur démission ou que le poste d'un administrateur ne devienne vacant à la suite d'un décès, d'une révocation ou d'un autre motif. Au total, lors de l'assemblée, on prévoit proposer l'élection de 11 administrateurs par les actionnaires. Le tableau suivant donne le nom de chaque candidat que la direction entend proposer au poste d'administrateur, son occupation principale en ce moment, toutes autres fonctions et positions importantes qu'il remplit ou occupe au sein de la Société et toute autre entreprise importante de son groupe ainsi que l'année où il est devenu administrateur de la Société. Chacun des candidats énumérés ci-après a fourni les renseignements quant au nombre d'actions de la Société pour lesquelles il ou elle était le véritable propriétaire ou exerçait une emprise ou un contrôle. Tous les candidats assument actuellement la charge d'administrateur et occupent ce poste de façon continue depuis leur nomination ou leur première élection. Les statuts de la Société permettent aux administrateurs de nommer des administrateurs entre les assemblées des actionnaires sous réserve que le nombre d'administrateurs ainsi nommés ne dépasse pas le moindre de trois ou le tiers des administrateurs élus lors de la dernière assemblée annuelle des actionnaires.

## Candidats pour élection à titre d'administrateurs

Nom	Occupation principale actuelle et toutes autres positions d'importance occupées au sein de la Société ou de ses entreprises	Adminis- trateur depuis	Nombre d'actions détenues au 12 mars 1999	
			Actions ordinaires série A	Actions privilégiées série C
<sup>1,2</sup> John N. Abell	Administrateur d'entreprises	1992	9 100	
<sup>3</sup> James C. Alfano	Président et chef de la direction de la Société et un haut dirigeant de toutes les entreprises importantes	1996	11 145	
<sup>4,5</sup> John E. Caldwell	Président et chef de la direction CAE Inc. (société de technologie de pointe)	1997	3 600	
<sup>3,5</sup> William P. Cooper	Président et chef de la direction Cooper Construction Limited (promoteur et constructeur immobilier)	1989	4 100	
<sup>2,4</sup> Richard Drouin	Administrateur d'entreprises	1996	4 100	
<sup>3</sup> Gilles Labbé	Président du conseil et chef de la direction Héroux Inc. (fabricant de produits aérospaciaux et industriels)	1998	1 600	
<sup>2,4</sup> Douglas W. Mahaffy	Président et chef de la direction McLean Budden Limited (gestionnaires de caisses de retraite)	1993	4 100	
<sup>1,5</sup> J. Dean Muncaster	Administrateur d'entreprises	1985	11 600	
<sup>1,3</sup> Peter J. Nicholson	Chef de la Stratégie BCE Inc. et Bell Canada (communications)	1997	1 100	
<sup>1,5</sup> Helen K. Sinclair	Chef de la direction BankWorks Trading Inc. (négociation de produits infrastructureux des institutions financières)	1995	4 100	
<sup>2,4</sup> Frederick H. Telmer	Président du conseil	1989	11 314	2 460

*1 Membre du comité de vérification*

*2 Membre du comité des ressources humaines et de la rémunération*

*3 Membre du comité sur la santé, la sécurité et l'environnement*

*4 Membre du comité des administrateurs*

*5 Membre du comité de la retraite*

**Si, pour une raison quelconque, l'un des candidats ci-dessus était dans l'impossibilité d'assumer la charge d'administrateur, les procurations en faveur de la direction seront utilisées pour l'élection d'un autre candidat choisi à sa discrétion, sauf si l'actionnaire spécifie dans sa procuration que ses actions ne participeront pas à l'élection des administrateurs.**

### **Intérêts importants des administrateurs**

M. Douglas W. Mahaffy, l'un des administrateurs de la Société, est président et chef de la direction de McLean Budden Limited qui agit, pour le compte de la Société, à titre de gestionnaire de caisse de retraite de certaines caisses de retraite du groupe d'entreprises de la Stelco dont les actifs totalisaient globalement environ 575 000 000 \$ au 31 décembre 1998.

### **Assurance-responsabilité à l'intention des administrateurs et des dirigeants**

La Société souscrit, au nom de ses administrateurs et de ses dirigeants, une police d'assurance-responsabilité d'une limite de garantie de 75 000 000 \$ par sinistre, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 75 000 000 \$ par an, exempte de toute franchise pour les administrateurs et les dirigeants désignés comme intimés dans toute poursuite judiciaire. Le remboursement de la couverture de la Société est assujéti à une franchise de 500 000 \$ par sinistre. Aux termes de cette assurance, la Société est remboursée des paiements effectués en vertu des dispositions concernant le dédommagement corporatif pour le compte de ses administrateurs et de ses dirigeants, sous réserve de la franchise de 500 000 \$ par sinistre. Les administrateurs et les dirigeants sont individuellement remboursés des pertes subies dans l'exercice de leurs fonctions et pour lesquelles ils ne sont pas dédommagés par la Société. La protection accordée aux administrateurs et aux dirigeants couvre les actes préjudiciables, incluant les actes, les erreurs ou les omissions faits ou commis au cours de l'exercice de leurs fonctions à ce titre. Les actes illégaux, malhonnêtes et ceux résultant en un avantage personnel sont exclus de la couverture d'assurance. Au cours du dernier exercice financier, la prime globale annuelle de 249 100 \$, exigible aux termes de l'assurance-responsabilité à l'intention des administrateurs et des dirigeants, a été acquittée par la Société.

### **Rémunération des administrateurs**

Les administrateurs, qui ne sont pas des employés rétribués au mois de la Société, reçoivent une gratification de base de 20 000 \$ par an, une portion de laquelle est versée sous la forme d'un octroi d'actions ordinaires conformément au Programme de rémunération en actions des administrateurs adopté par la Société en mars 1996. Ce programme vise à reconnaître l'importance de lier la rémunération aux intérêts des actionnaires. Aux termes du programme, un octroi de 600 actions ordinaires a été fait le 2 février 1999 à chacun des administrateurs qui n'est pas un employé rétribué au mois. Les administrateurs, qui ne sont pas des employés rétribués au mois de la Société et qui sont membres d'un comité du conseil, reçoivent annuellement 3 500 \$ pour leurs services à titre de membre d'un tel comité. Les administrateurs, qui ne sont pas des employés rétribués au mois de la Société et qui agissent à titre de président d'un comité du conseil, reçoivent annuellement 3 500 \$ pour leurs services; ce paiement leur est versé en sus de tout autre montant auquel ils ont droit en tant que membre d'un tel comité. Les administrateurs, qui ne sont pas des employés rétribués au mois de la Société, reçoivent un jeton de présence de 1 000 \$ pour chacune des réunions du conseil ou de tout autre comité du conseil dont ils sont membres. M. F. H. Telmer, président externe du conseil, reçoit des honoraires fixes de 200 000 \$ par année. Les administrateurs sont également remboursés des frais raisonnables engagés pour assister aux réunions du conseil et de ses comités.

### **Rémunération des dirigeants**

Le tableau qui suit énumère, pour les périodes indiquées, la rémunération versée au chef de la direction et aux quatre dirigeants les mieux rémunérés de la Société, lesquels individus sont collectivement appelés « dirigeants désignés » aux présentes.

**Tableau du résumé de la rémunération**

Nom et occupation principale	Année	Rémunération annuelle			Rémunération à long terme	Autres formes de rémunération (\$)
		Salaire (\$)	Boni (\$) <sup>(1)</sup>	Autre rémunération annuelle (\$) <sup>(2)</sup>	Primes	
					Nombre d'actions aux termes des options octroyées <sup>(3)</sup>	
J. C. Alfano	1998	600 000	240 000	-	110 000	-
Président et chef de la direction	1997	502 884	484 000	-	230 000	-
	1996	350 000	250 000	-	340 000	-
R. Eric Rogan	1998	300 000	50 000	-	45 000	-
Vice-président exécutif et chef des services financiers	1997	300 000	200 000	-	40 000	-
	1996	300 000	-	-	40 000	-
Paul J. Paciocco	1998	275 000	-	-	20 000	-
Vice-président et directeur général - usine Hilton	1997	275 000	50 000	-	20 000	5 626 <sup>(4)</sup>
	1996	128 331	287 500 <sup>(5)</sup>	-	90 000	6 086 <sup>(4)</sup>
Gordon W. Rich	1998	220 000	-	-	27 000	-
Vice-président et directeur général - Lake Erie Steel Company	1997	220 000	155 000	-	25 000	-
	1996	220 000	-	-	25 000	-
Marcel Francoeur	1998	195 833	140 000	-	24 000	-
Vice-président	1997	175 000	125 000	-	-	-
	1996	163 692	-	-	-	-

Remarques :

- (1) Les montants des bonis sont généralement versés l'année suivant l'exercice financier au cours duquel ils ont été gagnés. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Programme d'intéressement à prime variable en espèces ».
- (2) La valeur des avantages accessoires pour chacun des dirigeants désignés est inférieure au moindre de 50 000 \$ et 10 pour cent du total du salaire annuel et des bonis.
- (3) Pour le détail, se reporter à la rubrique « Programme d'options d'achat d'actions destiné au personnel clé ».
- (4) Avantage au titre des intérêts sur un prêt régulier.
- (5) Paiement versé en une seule fois lié à l'embauche de M. Paciocco au sein de la Société.

*Programme d'encouragement à prime variable en espèces*

Aux termes du Programme d'encouragement à prime variable en espèces de la Société, des bonis peuvent être versés aux dirigeants désignés lors de la réalisation d'objectifs financiers prédéterminés de la Société ou d'une unité particulière. La réalisation de ces objectifs, lorsqu'elle est combinée au rendement satisfaisant de l'individu, sert au comité des ressources humaines et de la rémunération à déterminer le niveau du boni à attribuer. Lorsque les niveaux visés de rendement, tels qu'ils sont approuvés par le comité des ressources humaines et de la rémunération, sont atteints ou dépassés, les dirigeants désignés deviennent admissibles à un boni annuel qui peut atteindre jusqu'à 100 pour cent de leur salaire, en fonction du rendement de l'individu et du poste qu'il occupe.

*Programme d'options d'achat d'actions destiné au personnel clé*

Aux termes du Programme d'options d'achat d'actions destiné au personnel clé (le « Programme ») institué par la Société en 1991, la Société peut désigner des employés à temps plein de la Société ou de ses filiales comme employés admissibles aux fins du programme, et elle peut octroyer auxdits employés admissibles des options en vue de l'achat d'actions ordinaires de la Société. Le but de ce programme est de fournir des mesures d'intéressement à certains employés clés de la Société. Le nombre total d'actions réservées pour ce programme s'établit à 8 000 000. Le nombre d'actions réservées pour émission à une personne, ainsi que les actions que cette personne peut acquérir aux termes de tout autre programme similaire de la Société, ne doit pas dépasser 5 pour cent du total des actions ordinaires

émises et en circulation. La Société fixe, en vertu de ce programme, le nombre maximum d'actions subordonnées à une option. Les options peuvent être généralement levées à compter du premier anniversaire de leur date d'octroi et jusqu'au dixième anniversaire de leur date d'octroi, sous réserve de certaines limites d'acquisition. La Société fixe également le pourcentage du nombre d'actions assujetties à une option que pourra exercer un participant au cours d'une année quelconque pendant le terme d'une option. Le prix de levée par action d'une option correspond à la juste valeur marchande de l'action à la date d'octroi de l'option, telle qu'elle est déterminée par la Société. Aucune option assortie d'un escompte à la juste valeur marchande n'a été octroyée aux termes du programme. Les deux tableaux suivants illustrent l'activité en vertu du Programme d'options d'achat d'actions destiné au personnel clé par les dirigeants désignés au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 1998. Les octrois par le conseil d'options aux termes du Programme d'options d'achat d'actions destiné au personnel clé sont fondés sur les recommandations du comité des ressources humaines et de la rémunération. Toutes les options portent sur les actions ordinaires convertibles série A.

#### **OPTIONS OCTROYÉES AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998**

Nom	Nombre de titres aux termes des options octroyées	% du total des options octroyées aux employés durant l'exercice 1998	Prix de levée ou de base (\$/titre)	Valeur marchande des titres faisant l'objet d'une option à la date d'octroi (\$/titre)	Date d'expiration
J. C. Alfano	110 000	16,2	11,55	11,55	5 février 2008
R. E. Rogan	45 000	6,6	11,55	11,55	5 février 2008
P. J. Paciocco	20 000	2,9	11,55	11,55	5 février 2008
G. W. Rich	27 000	4,0	11,55	11,55	5 février 2008
M. Francoeur	24 000	3,5	11,55	11,55	5 février 2008

#### **TOTAL DES OPTIONS LEVÉES AU COURS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1998 ET VALEUR DES OPTIONS À LA FIN DE L'EXERCICE**

Nom	Nombre de titres acquis par voie de levée	Total de la valeur réalisée (\$)	Nombre d'options non levées au 31 décembre 1998 Pouvant être levées/ Ne pouvant être levées	Valeur des options en jeu non levées au 31 décembre 1998 (\$) Pouvant être levées/ Ne pouvant être levées <sup>(1)</sup>
J. C. Alfano	-	-	300 000 / 310 000	309 000 / 170 000
R. E. Rogan	10 000	60 000	110 000 / 45 000	75 000 / -
P. J. Paciocco	-	-	80 000 / 50 000	107 000 / 51 000
G. W. Rich	15 000	104 875	91 600 / 27 000	87 813 / -
M. Francoeur	5 000	36 625	- / 24 000	- / -

(1) La valeur des options non exercées se fonde sur le cours de clôture de 8,00 \$ des actions ordinaires série A de Stelco Inc. à la Bourse de Toronto le 31 décembre 1998.

#### *Régimes de prestations de retraite*

Les dirigeants désignés, exception faite de M. P. J. Paciocco, sont membres d'un régime de retraite destiné aux employés rétribués au mois. La rente viagère annuelle de base payable aux termes du régime de retraite applicable, ainsi que les montants payables en vertu de contrats de prestations de retraite décrits ci-après, sont présentés dans le tableau suivant, lequel se fonde sur le départ à la retraite à 65 ans. Les prestations de retraite sont calculées d'après les gains annuels moyens des cinq meilleures années.

**TABLEAU DES RENTES (rente et prestations connexes)**

Rémunération	Années de service					
(\$)	15	20	25	30	35	40
200 000	50 795	67 727	84 659	101 686	118 618	135 454
225 000	57 733	76 977	96 221	115 561	134 806	153 954
250 000	64 670	86 227	107 784	129 436	150 993	172 454
300 000	78 545	104 727	130 909	157 186	183 368	209 454
400 000	106 295	141 727	177 159	212 686	248 118	283 454
500 000	134 045	178 727	223 408	268 186	312 868	357 454
600 000	161 795	215 727	269 658	323 686	377 618	431 454
700 000	189 545	252 727	315 908	379 186	442 368	505 454
750 000	203 420	271 227	339 033	406 936	474 743	542 454

La formule de calcul de la rente correspond à la somme de 1,00 pour cent des gains jusqu'à concurrence du Maximum annuel des gains admissibles du Régime de pensions du Canada multiplié par le service disponible, et 1,85 pour cent des gains excédant le Maximum annuel des gains admissibles du Régime de pensions du Canada multiplié par le service disponible. Si un membre d'un régime de retraite destiné aux employés rétribués au mois prend sa retraite avant d'atteindre 65 ans, le régime prévoit une prestation de raccordement jusqu'à l'âge de 65 ans en remplacement de la prestation aux termes du Régime de pensions du Canada. La rente et les prestations connexes sont calculées d'après le salaire et les bonis, tels qu'ils sont indiqués au Tableau du résumé de la rémunération, commençant avec les bonis gagnés en 1997 et versés en 1998. Les prestations de retraite en excès du montant qui peut être versé conformément au régime de retraite de la Société sont payées et décrites plus loin à la rubrique « Contrats de prestations de retraite ».

Dans le cas des dirigeants désignés, leur service disponible en date de mars 1999 se répartit comme suit : James C. Alfano, 24,8 ans; R. Eric Rogan 35,2 ans; Gordon W. Rich, 33,9 ans; et Marcel Francoeur 20,5 ans.

#### *Contrats de prestations de retraite*

La Société a signé des contrats de prestations de retraite avec les dirigeants désignés, à l'exception de M. Paciocco. Aux termes de ces contrats, les dirigeants désignés s'engagent à ne pas exercer, pendant des périodes de différentes durées après la retraite, des activités en concurrence avec celles de la Société, à moins d'une autorisation écrite de la Société. Conformément aux dispositions du contrat de prestations de retraite, la Société paiera aux dirigeants désignés, à leur retraite, la différence entre la rente maximale payable en vertu du régime de retraite destiné aux employés rétribués au mois et le montant de la rente viagère de base mentionné dans le tableau ci-dessus.

#### *Autres ententes d'emploi*

La Société a signé des ententes avec certains de ses dirigeants désignés relativement à la cessation d'emploi lors d'un changement au contrôle de la Société. En vertu de ces ententes, le dirigeant a droit à une indemnisation pour cessation d'emploi ou congédiement déguisé par suite d'une modification au contrôle légal ou réel de la Société, à moins que la cessation ne résulte d'un décès, d'une invalidité permanente, d'un départ à la retraite ou d'un congédiement motivé. La composante principale de l'indemnité payable à tel dirigeant sera un montant forfaitaire correspondant, selon le poste occupé par le dirigeant, à un multiple de soit 2,5 ou 3 fois sa rémunération annuelle. M. Paciocco est partie prenante d'un contrat pour des services auprès de la Société commençant le 15 juillet 1996 et qui durera un mandat minimum de trois ans. Il est admissible à des programmes d'intéressement de la Société,



notamment le Programme d'encouragement à prime variable en espèces lié au rendement de l'usine Hilton.

#### *Rapport sur la rémunération des dirigeants*

Le comité des ressources humaines et de la rémunération se composait des quatre administrateurs suivants au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 1998 : Douglas W. Mahaffy (président); John N. Abell; Richard Drouin; et Frederick H. Telmer. M. Mahaffy est président et chef de la direction de McLean Budden Limited, l'un des gestionnaires des caisses de retraite de la Société. M. Frederick H. Telmer est président externe du conseil de la Société.

Le comité des ressources humaines et de la rémunération du conseil d'administration exerce des responsabilités générales de surveillance à l'égard de la rémunération des dirigeants du groupe d'entreprises de la Stelco. Au niveau de la direction, le comité approuve également la rémunération à verser au chef de la direction, de même que la rémunération à verser aux dirigeants désignés et aux autres dirigeants de la Société. Le comité fait rapport au conseil après chacune de ses réunions.

La philosophie sous-jacente de la politique de la Société en matière de rémunération des dirigeants est de recruter et de garder à son service des cadres supérieurs talentueux, de récompenser le rendement de la direction et de renforcer les stratégies commerciales et les priorités de la Société. Le recrutement et le maintien à son service de cadres supérieurs axés sur le rendement sont essentiels à la réalisation de la mission de la Société.

La politique de la Société porte sur la rémunération générale de ses dirigeants, y compris les dirigeants désignés, d'après la rémunération moyenne d'un groupe de référence déterminé par des conseillers en rémunération de l'extérieur dont la Société a retenu les services. Le programme typique de rémunération de chacun des dirigeants inclut un objectif de rémunération, lequel se compose d'un salaire de base fixe et d'une participation au Programme d'intéressement à prime variable en espèces et au Programme d'intéressement à long terme. Les composantes intéressement à prime variable en espèces et intéressement à long terme de la rémunération des dirigeants sont étroitement liées au rendement de la Stelco et aux intérêts des actionnaires de la Société. Lorsque les niveaux visés de rendement sont atteints ou dépassés, les dirigeants sont admissibles à un boni qui peut atteindre jusqu'à 100 pour cent de leur salaire de base. Le montant du boni sera en fonction de la réalisation des objectifs financiers et connexes de la Société ainsi que du rendement de l'individu et du poste qu'il occupe.

De sorte à aider le comité dans son travail, la Société retient les services de conseillers en rémunération de l'extérieur. Ces conseillers fournissent des conseils quant aux politiques en matière de rémunération de la Société en plus de soumettre des données comparatives de rémunération sur le groupe de référence décrit antérieurement.

#### *Chef de la direction*

Les composantes de la rémunération globale versée au chef de la direction sont similaires à celles accordées aux autres dirigeants. Les modalités de révision et d'évaluation de cette rémunération par le comité, incluant la comparaison avec le même groupe de référence, sont communes à tous les dirigeants, y compris le chef de la direction. Les mêmes critères qualitatifs et quantitatifs appliqués pour les autres dirigeants servent à déterminer le paiement de bonis au chef de la direction. La Société doit atteindre des niveaux spécifiques de rendement avant le versement de tout boni. Lorsque les niveaux visés de rendement sont atteints, le chef de la direction devient admissible à un boni annuel qui peut atteindre jusqu'à 100 pour cent de son salaire de base.

Rapport soumis par :

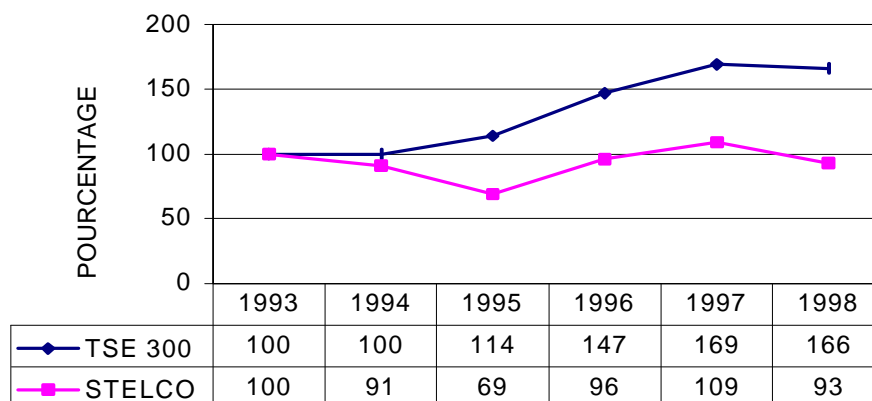
Douglas W. Mahaffy (président)  
John N. Abell

Richard Drouin  
Frederick H. Telmer

#### Graphique de rendement

Le graphique suivant établit une comparaison entre le rendement total cumulatif d'un placement (en supposant le réinvestissement des dividendes) de 100 \$ d'un actionnaire dans les actions ordinaires de Stelco Inc. au 31 décembre 1993, et le rendement total cumulatif de l'Indice boursier TSE 300 au cours des cinq exercices financiers terminés les plus récents.

#### INDICE BOURSIER TSE 300 COMPARÉ AU TITRE STELCO VALEUR CUMULATIVE D'UN INVESTISSEMENT DE 100 \$



### Régime de droits des actionnaires

#### Contexte

À l'assemblée, les actionnaires seront priés d'examiner une résolution, dont le texte constitue l'annexe A de la présente circulaire de procuration de la direction. La résolution approuve, ratifie et confirme l'adoption d'un régime de droits des actionnaires établi au moyen d'une convention du Régime de droits des actionnaires (le « régime de droits ») intervenue en date du 14 décembre 1998 entre la Société et Compagnie Trust CIBC Mellon. Le texte intégral du régime de droits constitue l'annexe B de la présente circulaire de procuration de la direction.

Le conseil d'administration a décidé que le régime de droits est au plus grand avantage de la Société et recommande aux actionnaires de voter pour le régime de droits. Un grand nombre de sociétés ouvertes du Canada et des États-Unis ont adopté des régimes de droits des actionnaires.

Le régime de droits a été adopté à l'unanimité par le conseil d'administration le 14 décembre 1998. Il a pris effet à cette date et il demeurera en vigueur après le 28 avril 1999 si les actionnaires l'approuvent. Le régime de droits n'est pas mis en oeuvre en réponse à une offre publique d'achat réelle ou proposée visant la Société et dont les administrateurs auraient connaissance.

Le conseil d'administration juge qu'il est opportun de mettre en oeuvre des mesures destinées à encourager le traitement équitable des actionnaires dans le cadre d'une offre publique d'achat visant la Société, étant donné que le conseil d'administration considère que le cadre réglementaire actuel des offres publiques d'achat n'accorde pas un délai suffisant pour l'examen d'une offre, et à veiller à la maximisation de la valeur pour les actionnaires. Le régime de droits accordera plus de temps au conseil d'administration pour veiller à ce que les actionnaires reçoivent la pleine valeur de leurs actions ordinaires. L'exposé détaillé qui suit indique de quelle façon le régime de droits répond aux préoccupations des actionnaires.

Avant de décider d'adopter le régime de droits, le conseil d'administration a tenu compte du cadre législatif actuel régissant les offres publiques d'achat au Canada. En vertu des lois sur les valeurs

mobilières provinciales, une offre publique d'achat désigne généralement une offre visant l'acquisition des actions comportant droit de vote ou participantes d'une société qui, conjointement avec les actions déjà détenues par l'auteur de l'offre et certaines parties qui lui sont reliées, représentent au moins 20 pour cent des actions en circulation. Le cadre législatif actuel applicable aux offres publiques d'achat au Canada soulève les préoccupations suivantes pour les actionnaires :

*a) Délais*

La législation actuelle permet qu'une offre publique d'achat expire 21 jours après qu'elle a été faite. Le conseil d'administration estime que ce délai n'est pas suffisant pour lui permettre d'examiner d'autres plans d'action destinés à maximiser la valeur pour les actionnaires, pas plus qu'il n'est suffisant pour permettre aux actionnaires d'examiner une offre publique d'achat et de prendre une décision éclairée et sans précipitation.

*b) Contrainte à déposer*

L'actionnaire peut se sentir contraint de déposer ses actions en réponse à une offre publique d'achat qu'il juge insuffisante par crainte de se retrouver, s'il omet de le faire, avec des actions non liquides ou se négociant à escompte parce qu'elles sont détenues par un actionnaire minoritaire. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'une offre publique d'achat partielle (ne visant pas la totalité des actions), lorsque l'auteur de l'offre souhaite obtenir le contrôle sans vouloir acquérir toutes les actions. Le régime de droits accorde au conseil d'administration le temps nécessaire pour envisager d'autres possibilités comme la recherche d'une offre d'achat pour toutes les actions de la Société.

*c) Traitement inéquitable*

Le conseil d'administration s'inquiète du traitement inéquitable des actionnaires. Quiconque souhaite obtenir le contrôle de la Société pourrait tenter, entre autres, de le faire d'une façon qui n'est pas équitable pour l'ensemble des actionnaires, notamment grâce à l'accumulation graduelle d'actions sur le marché libre, à l'accumulation d'un bloc important d'actions dans un délai très court auprès d'un petit nombre d'actionnaires importants, y compris des spéculateurs ou des arbitragistes, à une offre partielle qui pousse abusivement des actionnaires à déposer leurs actions par crainte de se retrouver avec un important actionnaire majoritaire, ou à une offre visant la totalité ou une partie des actions ordinaires de la Société à un prix que le conseil d'administration juge inférieur à leur pleine et juste valeur. Le régime de droits est conçu pour empêcher l'acquisition du contrôle de la Société à moins qu'une offre ne soit faite à tous les actionnaires à des conditions égales. Le régime de droits est conçu pour encourager l'auteur d'une offre à accorder aux actionnaires un traitement égal dans le cadre d'une offre publique d'achat ainsi que la pleine valeur de leur investissement.

*But*

Le but du régime de droits est de donner au conseil d'administration et aux actionnaires de la Société un délai suffisant pour analyser convenablement le bien-fondé d'une offre d'achat sans contrainte induite et de donner un délai suffisant pour permettre la présentation d'offres concurrentes. Le régime de droits est conçu pour donner au conseil d'administration le temps d'envisager des solutions de rechange pour que les actionnaires puissent recevoir la pleine et juste valeur de leurs actions ordinaires. L'adoption du régime de droits n'influe pas sur le devoir du conseil d'administration d'agir honnêtement et de bonne foi au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires. L'auteur éventuel d'une offre peut éviter les effets de dilution du régime de droits en faisant une offre qui respecte les conditions d'une offre permise, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

*Aucun effet avant le déclenchement du régime de droits*

L'émission des droits (au sens défini ci-après) ne modifiera en rien la situation financière de la Société. L'émission n'a pas en tant que tel d'effet de dilution, elle n'influera pas sur les bénéfices déclarés par action et elle ne changera pas par ailleurs le mode de négociation des actions ordinaires par les actionnaires. En permettant aux détenteurs de droits, sauf un acquéreur important (au sens défini ci-après), d'acquérir des actions ordinaires de la Société moyennant un escompte par rapport à la valeur au marché, les droits pourraient occasionner une dilution considérable pour la personne ou le groupe qui acquiert 20 pour cent ou plus des titres comportant droit de vote de la Société autrement qu'aux termes d'une offre permise (au sens défini ci-après), par certaines opérations dispensées limitées ou dans des

circonstances où les droits sont rachetés ou le conseil d'administration renonce à l'application du régime de droits.

### *Offres permises*

Le régime de droits n'est pas déclenché si une offre permise est faite et que le conseil d'administration considère que cette offre accorderait un délai suffisant pour évaluer l'offre et y répondre et accorderait aux actionnaires une période suffisante pour décider s'ils doivent ou non déposer leurs actions.

Pour être admissible en tant qu'offre permise, une offre publique d'achat doit être faite à tous les détenteurs d'actions ordinaires et ne doit pas expirer avant un délai de 60 jours après qu'elle a été faite. Les actionnaires doivent avoir le droit de retirer des actions ordinaires déposées en réponse à l'offre à tout moment avant que l'auteur de l'offre ne prenne en livraison et ne règle les actions ordinaires ainsi déposées.

Les conditions applicables à une offre permise accordent à chaque actionnaire un délai suffisant pour décider du bien-fondé de l'offre ou de toute offre concurrente.

### *Sommaire du régime de droits*

Le texte qui suit est un résumé des principales conditions du régime de droits et est donné sous réserve du texte intégral du régime de droits, lequel constitue l'annexe B de la présente circulaire de procuration de la direction.

#### *a) Date de prise d'effet*

Le régime de droits a pris effet le 14 décembre 1998 (la « date de prise d'effet »), date à laquelle le conseil d'administration a approuvé le régime de droits.

#### *b) Approbation et nouvelle ratification*

Pour que le régime de droits continue d'être en vigueur après l'assemblée, le régime de droits doit être approuvé à la majorité des voix exprimées à l'assemblée par les actionnaires votant en personne ou par procuration. Pour demeurer en vigueur, le régime de droits doit ensuite être ratifié de nouveau tous les trois ans par le vote affirmatif de la majorité des actionnaires (votant en personne ou par procuration) à une assemblée annuelle des actionnaires.

#### *c) Émission des droits*

Dès l'adoption du régime par le conseil d'administration, un droit (un « droit ») a été émis et joint à chaque action ordinaire en circulation.

#### *d) Privilège d'exercice des droits*

Les droits seront séparés des actions ordinaires auxquelles ils se rattachent et pourront être exercés au moment (la « libération des droits ») qui tombe huit jours de Bourse après la première des dates suivantes à survenir : soit la date d'acquisition par quiconque d'au moins 20 pour cent des actions ordinaires, soit la date du lancement ou de l'annonce d'une offre publique d'achat ou toute autre date fixée par le conseil d'administration à l'égard d'une offre publique d'achat visant l'acquisition d'au moins 20 pour cent des actions ordinaires, autrement que par une acquisition aux termes d'une offre publique d'achat permise par le régime de droits (une « offre permise »).

L'acquisition par une personne (un « acquéreur important »), y compris des tiers avec qui cette personne agit de concert, de la propriété réelle (au sens défini dans le régime de droits) de 20 pour cent ou plus des actions ordinaires, autrement que par voie d'une offre permise, est appelée une « acquisition importante ». Aux termes du régime de droits, il y a certaines exceptions à cette règle, notamment : i) la Société ou une filiale de la Société; ii) toute personne qui acquiert 20 pour cent ou plus des actions ordinaires en circulation par suite, entre autres, d'un rachat d'actions ou d'une offre permise; ou iii) un preneur ferme ou un membre d'un syndicat de placement au cours d'un placement public. Tout droit détenu par un acquéreur important à compter de la première à survenir des éventualités suivantes : soit la libération des droits, soit la date de la première annonce publique par la Société ou par un acquéreur important qu'une personne est devenue un acquéreur important deviendra nul dès la survenance d'une acquisition importante.

Huit jours de Bourse après la survenance de l'acquisition importante, les droits (sauf ceux détenus par l'acquéreur important) permettront au détenteur d'acheter, au prix d'exercice des droits, des actions ordinaires d'une valeur (fondée sur le prix courant du marché) égale au double de ce prix d'exercice (c.-à-d. moyennant un escompte de 50 pour cent). Avant la survenance d'une acquisition importante, le prix d'exercice des droits sera égal à cinq fois le prix courant du marché à la libération des droits.

L'émission des droits n'a pas initialement un effet de dilution. Dès la survenance d'une acquisition importante et de la libération des droits, le bénéfice déclaré par action ordinaire, sur une base diluée et non diluée, pourrait être touché. Les détenteurs de droits qui n'ont pas exercé leurs droits à la survenance d'une acquisition importante pourraient subir une dilution importante.

*e) Certificats et transferts*

Avant la libération des droits, les droits seront attestés par une mention imprimée sur les certificats d'actions ordinaires émises à compter de la date de prise d'effet. Des droits se rattachent également aux actions ordinaires en circulation à la date de prise d'effet, quoique les certificats d'actions émis avant cette date ne porteront pas cette mention. Avant la libération des droits, les droits ne pourront être transférés séparément des actions ordinaires auxquelles ils se rattachent. À compter de la libération des droits, les droits seront attestés par des certificats de droits qui pourront être transférés et négociés séparément des actions ordinaires.

*f) Exigences relatives à une offre permise*

Les exigences d'une offre permise comprennent ce qui suit :

- i) l'offre publique d'achat doit être faite par voie de note d'information adressée à tous les détenteurs d'actions ordinaires;
- ii) l'offre publique d'achat ne doit pas permettre que des actions ordinaires déposées aux termes de cette offre soient prises en livraison avant l'expiration d'un délai d'au moins 60 jours; et
- iii) les actionnaires doivent avoir le droit de retirer des actions ordinaires déposées aux termes de l'offre à tout moment avant que l'auteur de l'offre ne prenne en livraison et ne règle les actions ordinaires ainsi déposées.

Le régime de droits permet qu'une offre permise concurrente (une « offre permise concurrente ») soit faite pendant qu'une offre permise existe. Une offre permise concurrente doit respecter toutes les exigences d'une offre permise sauf qu'elle peut expirer à la même date que l'offre permise à condition qu'elle soit valide pendant un délai minimal de 21 jours.

*g) Renonciation et rachat*

Le conseil d'administration peut, avant une acquisition importante, renoncer aux effets de dilution du régime de droits à l'égard d'une acquisition importante en particulier découlant d'une offre publique d'achat faite par voie de note d'information adressée à tous les détenteurs d'actions ordinaires, étant entendu qu'en de telles circonstances, le conseil est réputé avoir renoncé à l'application du régime de droits à toute autre acquisition importante découlant d'une offre publique d'achat faite par voie de note d'information adressée à tous les détenteurs d'actions ordinaires. Le conseil d'administration peut aussi renoncer au régime de droits à l'égard d'une acquisition importante en particulier qui s'est produite par inadvertance, à condition que l'acquéreur important qui a déclenché par inadvertance cette acquisition importante réduise sa propriété réelle à moins de 20 pour cent des actions comportant droit de vote en circulation de la Société dans un délai de 14 jours ou tout autre délai qui peut être fixé par le conseil d'administration. À tout moment avant la survenance d'une acquisition importante, le conseil d'administration peut, avec l'approbation préalable des détenteurs des actions ordinaires ou des droits, racheter la totalité uniquement des droits en circulation au prix de 0,001 \$ chacun.

*h) Ajouts et modifications*

La Société peut apporter des modifications au régime de droits pour corriger toute erreur d'écritures ou de typographie ou, sous réserve de la ratification ultérieure par les actionnaires ou les détenteurs de droits, pour maintenir la validité du régime de droits par suite de tout changement des lois ou des règlements. Avant l'assemblée, la Société peut modifier ou compléter le régime de droits comme le conseil d'administration peut de bonne foi le juger nécessaire ou souhaitable. À ce jour, de telles modifications n'ont pas été effectuées. La Société publiera un communiqué de presse relativement à

toute modification importante apportée au régime de droits avant l'assemblée et avisera les actionnaires d'une telle modification à l'assemblée. D'autres modifications ou ajouts au régime de droits peuvent être effectués avec l'approbation préalable des actionnaires ou des détenteurs de droits.

#### *Recommandation du conseil d'administration*

**Le conseil d'administration en est arrivé à la conclusion que le régime de droits est au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires. Le conseil d'administration recommande aux actionnaires de voter pour la résolution approuvant le régime de droits.** Cette résolution exige le vote affirmatif de la majorité des voix exprimées par les actionnaires qui votent en personne ou par procuration à l'égard de cette résolution.

### **Régie d'entreprise**

#### *Généralités*

La Bourse de Toronto exige de chacune des sociétés inscrites à la cote qu'elle dévoile annuellement ses pratiques en matière de régie d'entreprise. À ce chapitre, l'approche de la Société est exposée plus loin.

#### *Mandat du conseil d'administration*

Le mandat du conseil d'administration en est un de gérance et de surveillance de la Société et de la conduite de ses affaires. Le conseil compte sur les dirigeants de la Société pour la gestion de cette dernière en leur déléguant des responsabilités générales de gestion. Le conseil surveille dès lors la réalisation par la direction des buts et objectifs de la Société dans le cadre de sa responsabilité de superviser les activités et les affaires de la Société. Dans l'exécution de son mandat, le conseil est responsable, entre autres, des points suivants :

- a. surveiller, au sein de la Société, un processus de planification stratégique mis de l'avant par la direction, lequel se fonde sur un plan d'affaires et une analyse de la stratégie que celle-ci soumet annuellement au conseil;
- b. contrôler l'efficacité des systèmes internes de contrôle et de gestion des informations de la Société;
- c. évaluer les principaux risques liés aux activités de la Société et assurer l'implantation des systèmes appropriés de gestion de ces risques;
- d. planifier la relève de la Société, y compris la nomination, la supervision et l'évaluation des cadres supérieurs; et
- e. surveiller une politique de communication de la Société qui inclut la surveillance des politiques et des pratiques de la Société en matière de divulgation.

Les rôles et responsabilités de la direction incluent la mise sur pied d'unités commerciales individuelles et l'élaboration de stratégies globales de la Société où le conseil analyse ces stratégies pour la Société. En outre, la direction fait régulièrement le point, lors des réunions du conseil, de l'émergence de questions de nature stratégique. Les comités, dont celui sur la santé, la sécurité et l'environnement, ont été désignés pour surveiller les risques et évaluer les systèmes de contrôle s'y rattachant dans les secteurs clés, notamment la santé, la sécurité et l'environnement, lesquels se révèlent tous d'une grande importance pour les activités de la Société.

Le conseil participe à la supervision et à l'évaluation des cadres supérieurs par l'intermédiaire du comité des ressources humaines et par des contacts réguliers avec ces derniers lors de leurs présentations au conseil relativement aux questions d'ordre stratégique et lors de la détermination des buts et des objectifs de la Société.

D'une manière générale, le conseil a délégué la politique de communication de la Société aux cadres supérieurs. Par conséquent, les responsabilités de la direction incluent de parler au nom de la Société dans les communications avec ses actionnaires et autres intervenants. Ces responsabilités relèvent habituellement du chef de la direction et du chef des services financiers. Le conseil, soit directement ou par ses comités, examine et, s'il le juge approprié, approuve la diffusion de documents d'informations publics à soumettre aux organismes de réglementation des valeurs mobilières et autres organismes similaires.

Le conseil possède pleins pouvoirs en ce qui a trait aux fonctions non spécifiquement confiées à la direction. Outre d'exercer les pouvoirs qu'il doit assumer d'après les règlements conformément aux

pleins pouvoirs qui lui sont conférés, le conseil approuve l'expansion importante des affaires, dont l'acquisition de matériel, les aliénations et les dépenses en immobilisations et, de plus, il répond aux recommandations de lignes de conduite soumises par le chef de la direction et par la direction.

Le comité compte sur ses comités pour l'aider dans l'acquittement de ses responsabilités. À titre d'exemple, en ce qui a trait au contrôle interne, le conseil surveille l'efficacité des systèmes de contrôle interne par l'intermédiaire de son comité de vérification; le comité des ressources humaines et de la rémunération passe régulièrement en revue les questions de planification de la relève et fait rapport des résultats de ses analyses à l'ensemble du conseil; et le comité des administrateurs conseille le conseil quant aux pratiques de la Société relatives à la régie d'entreprise.

Conformément à ses rôles et à ses responsabilités, le conseil a adopté une politique en vertu de laquelle il est prévu que les administrateurs détiendront un minimum de 3 000 actions ordinaires qui peuvent être acquises dans les trois années suivant leur nomination.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, le conseil a tenu sept réunions.

#### *Composition du conseil d'administration*

Plus des deux tiers des administrateurs se qualifient comme « administrateurs non reliés ». Un administrateur non relié est un administrateur indépendant de la direction et n'ayant aucun intérêt, aucune relation d'affaires ou autre relation, autre que les intérêts ou les relations découlant simplement de son actionnariat, qui soit susceptible de nuire d'une façon importante à sa capacité d'agir au mieux des intérêts de la Société, ou qui soit raisonnablement susceptible d'être perçu comme ayant cet effet. M. Alfano n'est pas un administrateur non relié puisqu'il est un dirigeant de la Société. Aucun des administrateurs externes n'a été à l'emploi de la Société ou des ses filiales ou ne jouit de contrats importants auprès de la Société ou ses filiales, à moins d'indication contraire dans la présente circulaire. Les administrateurs sont tenus de remettre leur démission dans le cas d'un changement au niveau de leur occupation principale, après quoi le conseil peut reconfirmer le maintien de leur charge d'administrateur.

Le conseil est d'avis que, dans les circonstances actuelles, un effectif d'au moins 10 administrateurs et de tout au plus 15 administrateurs est pertinent pour la Société. Actuellement, le conseil se compose de 11 membres. Aux termes de ses statuts, la Société est autorisée à détenir un conseil constitué de 10 à 20 administrateurs. Le conseil, par l'intermédiaire de son comité des administrateurs, évalue sur une base continue l'effectif et la composition du conseil.

L'indépendance du conseil face à la direction dépend de la constitution d'un comité qui exige comme condition minimale que la majorité des administrateurs soient non reliés et que le conseil lui-même soit composé d'administrateurs dont au moins les deux tiers sont non reliés. En outre, en l'absence de la direction, le conseil tient périodiquement des réunions que dirige le président du comité des administrateurs.

La Société est tenue d'avoir un comité de vérification. Les comités du conseil comprennent un comité de vérification, un comité des administrateurs, un comité des ressources humaines et de la rémunération, un comité sur la santé, la sécurité et l'environnement et un comité de la retraite.

#### *Comité des administrateurs*

Le comité des administrateurs a la responsabilité de conseiller le conseil sur les questions de la régie d'entreprise et de superviser les systèmes de régie d'entreprise de la Société, l'efficacité du conseil (y compris son effectif, sa composition et ses comités) ainsi que le rendement des administrateurs. Le comité s'acquitte de ses responsabilités de diverses manières, notamment par l'analyse périodique des administrateurs externes quant à l'efficacité du conseil et par la tenue de réunions des administrateurs externes. Il a également la responsabilité d'identifier et de recommander les candidats éventuels à siéger au conseil. Le comité est chargé d'examiner, sur une base annuelle, la rémunération et les prestations payées aux administrateurs et d'approuver un programme d'orientation et de formation pertinent à l'intention des nouveaux membres du conseil.

Le comité fait rapport au conseil lors de chacune des réunions de ce dernier qui a lieu après celles du comité. Le comité a tenu quatre réunions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998. Il se compose entièrement d'administrateurs externes. La politique du conseil veut que la majorité des administrateurs de ce comité soit des administrateurs non reliés. Le comité se composait de J. E. Caldwell, R. Drouin (président), D. W. Mahaffy, et F. H. Telmer au 31 décembre 1998.

### *Comité de vérification*

Le mandat et cadre de référence du comité de vérification sont passés en revue annuellement par le comité même et par le conseil d'administration. Le comité de vérification joue un rôle majeur dans la supervision du mode de contrôle et de l'intégrité des systèmes d'information de la direction avec pour objectif de s'assurer que ces systèmes génèrent des informations exactes. Le comité examine les états financiers annuels et provisoires de la Société et certains autres documents d'information publics requis par les organismes de réglementation, en plus de faire des recommandations au conseil quant à ces états et documents. En outre, le comité fait des recommandations au conseil relativement à la nomination de vérificateurs indépendants, analyse la nature et la portée de la vérification annuelle telle qu'elle est proposée par les vérificateurs et la direction, et examine avec la direction les risques inhérents aux activités de la Société ainsi que les programmes de gestion des risques qui s'y rattachent.

Le comité fait rapport au conseil lors de chacune des réunions de ce dernier qui a lieu après celles du comité. Le comité a tenu cinq réunions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998. Il se compose entièrement d'administrateurs externes. La politique du conseil veut que la majorité des administrateurs de ce comité soit des administrateurs non reliés. Le comité se composait de J. N. Abell, J. D. Muncaster (président), P. J. Nicholson et H. K. Sinclair au 31 décembre 1998.

### *Comité des ressources humaines et de la rémunération*

Le comité des ressources humaines et de la rémunération est responsable de l'examen des niveaux et de la forme de la rémunération globale payée aux cadres supérieurs de la Société et de l'administration du Programme d'options d'achat d'actions destiné aux personnel clé et du Programme d'intéressement à prime variable en espèces de la Société. Le comité évalue annuellement le rendement du chef de la direction et des dirigeants de la Société et détermine la rémunération et les prestations propres à chacune de ces personnes. Il analyse la planification de la relève des cadres supérieurs de la Société aux termes de son mandat général d'examen de la structure organisationnelle de la Société aux fins de déterminer si telle structure est appropriée pour mener à bien les activités de la Société. Le comité examine et supervise également les programmes de perfectionnement de la direction. Il fait rapport au conseil lors de chacune des réunions de ce dernier qui a lieu après celles du comité.

Le comité a tenu quatre réunions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998. La politique du conseil veut que la majorité des administrateurs de ce comité soit des administrateurs non reliés. Le comité se composait de J. N. Abell, R. Drouin, D. W. Mahaffy (président) et F. H. Telmer au 31 décembre 1998.

### *Comité sur la santé, la sécurité et l'environnement*

Institué par le conseil d'administration, le comité sur la santé, la sécurité et l'environnement surveille les systèmes axés sur les principaux risques en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Parmi ses responsabilités, le comité doit s'assurer que la Société a élaboré et implanté en plus de maintenir des politiques, pratiques et procédures en vue d'assurer la conformité aux lois régissant la santé, la sécurité et l'environnement, et il doit examiner et évaluer les résultats découlant de ces politiques, pratiques et procédures de la Société dans ces secteurs d'importance. Les risques en matière de santé, de sécurité et d'environnement constituent les principaux risques pour la Société et on leur accorde une grande priorité du point de vue de leur gestion.

Le comité fait rapport au conseil lors de chacune des réunions de ce dernier qui a lieu après celles du comité. Le comité a tenu quatre réunions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998. Le comité se composait de J. C. Alfano, W. P. Cooper (président), G. Labbé et P. J. Nicholson au 31 décembre 1998.

### *Comité de la retraite*

Le Comité de la retraite a la responsabilité d'une part de s'assurer que la Société dispose des politiques et pratiques requises pour gérer les régimes de retraite de la Société soit directement ou par l'intermédiaire d'agents dûment nommés et, d'autre part, d'examiner et d'évaluer les résultats atteints par ces politiques et pratiques ainsi que de soumettre des modifications s'il y a lieu.

Le comité fait rapport au conseil lors de chacune des réunions de ce dernier qui a lieu après celles du comité. Le comité a tenu cinq réunions au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998. Le comité se composait de J. E. Caldwell (président), W. P. Cooper, J. D. Muncaster et H. K. Sinclair au 31 décembre 1998.



### *Communications et autres questions*

La Société reçoit des demandes des actionnaires et leur répond par l'entremise de sa direction. Les communications importantes de la direction transmises aux actionnaires comprennent l'analyse des questions d'intérêt dans chacun des rapports financiers trimestriels rédigés par la Société ainsi qu'un rapport du chef de la direction dans le rapport annuel de chaque exercice.

Dans certaines circonstances, il peut devenir approprié pour un administrateur en particulier de retenir les services d'un ou de conseillers externes aux frais de la Société. Le recours à des conseillers externes est assujéti à l'approbation du comité des administrateurs.

### **Nomination des vérificateurs**

Les personnes, dont les noms figurent sur la procuration ci-jointe, ont l'intention d'entériner par vote le renouvellement du mandat de KPMG s.r.l., comptables agréés, à titre de vérificateurs de la Société jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Leur rémunération sera fixée par le conseil d'administration.

### **Offre publique ordinaire de rachat**

Le 11 mars 1999, la Société a obtenu des autorités de réglementation l'autorisation de racheter pour fins d'annulation, conformément à une offre publique ordinaire de rachat, jusqu'à 5 295 089 de ses actions ordinaires, lesquelles représentent 5 pour cent des 105 901 781 actions ordinaires en circulation au 28 février 1999. Les rachats dans le cadre de cette offre publique ordinaire de rachat prendront fin le 15 mars 2000 ou à une date antérieure si la Stelco mène à bonne fin le nombre maximum de rachats autorisés en vertu de l'offre. Ces rachats seront effectués par la Stelco sur le marché libre par l'intermédiaire des Bourses de Toronto et de Montréal et conformément à leurs règles et règlements. Le prix que paiera la Stelco pour les actions ainsi rachetées correspondra au cours du marché des actions au moment de leur acquisition. La Stelco est d'avis que le cours de ses actions ordinaires pourrait être tel que leur achat pourrait constituer une utilisation intéressante et pertinente des fonds de la Société compte tenu des avantages possibles pour les actionnaires restants.

**Des exemplaires les plus récents de la notice annuelle, de l'état financier comparatif pour les exercices financiers terminés les 31 décembre 1998 et 1997 et du rapport des vérificateurs relatif à ces exercices, de la présente circulaire de procuration ainsi que de l'avis d'intention de la Société de procéder à une offre publique ordinaire de rachat, sont disponibles sans frais sur demande auprès du secrétaire de la Société.**

Les administrateurs de la Société ont approuvé le contenu de cette circulaire et en ont autorisé l'envoi.

**Hamilton, Ontario  
Le 12 mars 1999**

**(signe) G. Blair Cowper-Smith  
Secrétaire de la Société et  
conseiller juridique spécial**

## **Annexe A**

### **Résolution spéciale relative au Régime de droits des actionnaires**

ATTENDU qu'il est considéré au mieux des intérêts des actionnaires de Stelco Inc. (la « Société ») d'adopter un Régime de droits des actionnaires à l'égard de la Société :

IL EST DÉCIDÉ à titre de résolution spéciale :

1. QUE le Régime de droits des actionnaires, selon les conditions générales énoncées dans la convention du Régime de droits des actionnaires intervenue entre la Société et Compagnie Trust CIBC Mellon en qualité d'agent d'émission des droits, dont la présente assemblée a été saisie, est par les présentes approuvé, ratifié et confirmé.
2. QUE n'importe quel administrateur ou dirigeant de la Société est par les présentes investi du pouvoir et enjoint de signer tous les documents et de prendre toutes les mesures nécessaires et souhaitables pour donner effet à la résolution qui précède.

**Annexe B**

---

**CONVENTION DU RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES**

INTERVENUE EN DATE DU

14 DÉCEMBRE 1998

ENTRE

**STELCO INC.**

ET

**COMPAGNIE TRUST CIBC MELLON**

EN QUALITÉ D'AGENT D'ÉMISSION DES DROITS

---

## CONVENTION DU RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES

### TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 — INTERPRÉTATION .....	B-4
1.1 Certaines définitions .....	B-4
1.2 Monnaie .....	B-13
1.3 Rubriques .....	B-13
1.4 Extension de sens .....	B-13
1.5 Calcul du nombre et du pourcentage de propriété réelle des actions comportant droit de vote en circulation .....	B-14
1.6 Fait d'agir conjointement ou de concert .....	B-14
1.7 Principes comptables généralement reconnus .....	B-14
ARTICLE 2 — LES DROITS .....	B-14
2.1 Mention sur les certificats d'actions ordinaires .....	B-14
2.2 Prix d'exercice initial; exercice des Droits et libération des Droits .....	B-15
2.3 Rajustement du prix d'exercice; nombre de Droits .....	B-17
2.4 Date de prise d'effet de l'exercice .....	B-20
2.5 Signature, authentification, livraison et date des certificats de Droits .....	B-21
2.6 Inscription, transfert et échange .....	B-21
2.7 Certificats de Droits mutilés, détruits, perdus ou volés .....	B-21
2.8 Propriétaires de Droits présumés .....	B-22
2.9 Livraison et annulation des certificats .....	B-22
2.10 Accord des détenteurs de Droits .....	B-22
2.11 Détenteurs de certificats de Droits non présumés actionnaires .....	B-23
ARTICLE 3 — RAJUSTEMENTS APPORTÉS AUX DROITS LORS DE CERTAINES OPÉRATIONS .....	B-23
3.1 Acquisition importante .....	B-23
ARTICLE 4 — L'AGENT D'ÉMISSION DES DROITS .....	B-25
4.1 Généralités .....	B-25
4.2 Fusion ou regroupement touchant l'agent d'émission des Droits; changement de dénomination de l'agent d'émission des Droits .....	B-25
4.3 Mandat de l'agent d'émission des Droits .....	B-26
4.4 Changement d'agent d'émission des Droits .....	B-27

ARTICLE 5 — DIVERS .....	B-27
5.1 Rachat et renonciation .....	B-27
5.2 Expiration .....	B-29
5.3 Émission de nouveaux certificats de Droits .....	B-29
5.4 Ajouts et modifications .....	B-29
5.5 Fractions de Droit et fractions d'action .....	B-30
5.6 Recours .....	B-30
5.7 Approbations réglementaires .....	B-31
5.8 Déclaration quant aux détenteurs non canadiens .....	B-31
5.9 Avis .....	B-31
5.10 Frais d'exécution .....	B-32
5.11 Successeurs .....	B-32
5.12 Avantages de la convention .....	B-32
5.13 Assujettissement .....	B-32
5.14 Autonomie des dispositions .....	B-32
5.15 Date de prise d'effet .....	B-32
5.16 Nouvelle ratification .....	B-33
5.17 Décisions et mesures du conseil d'administration .....	B-33
5.18 Délais de rigueur .....	B-33
5.19 Signature des exemplaires .....	B-33
PIÈCE 1 .....	B-34

## CONVENTION DU RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES

PROTOCOLE D'ENTENTE intervenu en date du 14 décembre 1998 entre Stelco Inc. (« Stelco »), société prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, et Compagnie Trust CIBC Mellon, société de fiducie constituée en vertu des lois du Canada (l'« agent d'émission des Droits »);

ATTENDU que pour mettre en oeuvre l'adoption du régime de Droits des actionnaires établi par la présente convention, le conseil d'administration de Stelco a :

- a) autorisé l'émission, à compter de 0 h 1 (heure de Toronto) à la date de prise d'effet (au sens défini ci-après) d'un Droit (au sens défini ci-après) à l'égard de chaque action ordinaire (au sens défini ci-après) en circulation à 0 h 1 (heure de Toronto) à la date de prise d'effet (« moment de référence »);
- b) autorisé l'émission d'un Droit à l'égard de chaque action ordinaire de Stelco émise après le moment de référence et avant le premier des moments suivants à survenir : la libération des Droits (au sens défini ci-après) ou l'expiration des Droits (au sens défini ci-après);

ATTENDU que chaque Droit permet à son détenteur, après la libération des Droits, d'acheter des titres de Stelco suivant les modalités et aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU que Stelco désire nommer l'agent d'émission des Droits pour agir pour le compte de Stelco et des détenteurs de Droits et que l'agent d'émission des Droits est disposé à agir ainsi dans le cadre de l'émission, du transfert, de l'échange et du remplacement des certificats de Droits (au sens défini ci-après), de l'exercice des Droits et des autres questions mentionnées aux présentes;

ATTENDU que le conseil d'administration de Stelco propose que la présente convention soit en vigueur pendant une période d'environ neuf ans et cinq mois, sous réserve que la convention soit confirmée de nouveau tel qu'il est prévu aux présentes;

PAR CONSÉQUENT, en contrepartie du préambule et en contrepartie et sous réserve des ententes et engagements respectifs énoncés aux présentes, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

### ARTICLE 1 — INTERPRÉTATION

#### 1.1 Certaines définitions

Aux fins de la présente convention, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué :

- a) « **acquéreur important** » : toute personne qui est propriétaire réel de 20 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de toute catégorie; étant entendu toutefois que l'expression « acquéreur important » ne comprend pas :
  - i) Stelco ou toute filiale de Stelco;
  - ii) toute personne qui devient propriétaire réel de 20 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de toute catégorie à la suite d'une ou de toute combinaison des opérations suivantes : A) la réduction du nombre d'actions comportant droit de vote, B) des acquisitions aux termes d'une offre permise, C) une acquisition dispensée, ou D) des acquisitions permises; à condition toutefois que si une personne devient propriétaire réel de 20 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de toute catégorie par suite d'une ou de toute combinaison des alinéas A), B), C) ou D) ci-dessus et que cette personne devienne par la suite propriétaire réel d'actions comportant droit de vote supplémentaires de cette catégorie représentant plus de 1,0 % du nombre d'actions comportant droit de vote de cette catégorie alors en circulation (autrement qu'aux termes d'une ou de toute combinaison des opérations suivantes : la réduction du nombre d'actions comportant droit de vote, une acquisition aux termes d'une offre permise, une acquisition dispensée ou une acquisition permise), alors à la date à laquelle cette personne devient propriétaire réel de ces actions comportant droit de vote supplémentaires de cette catégorie, cette personne devient un « acquéreur important »;

- iii) pour une période de 10 jours après la date de disqualification (au sens défini ci-après), toute personne qui devient propriétaire réel de 20 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation parce qu'elle ne peut se prévaloir du sous-alinéa 1.1ax)v) uniquement parce qu'elle ou le propriétaire réel de ces actions comportant droit de vote fait ou a annoncé son intention de faire une offre publique d'achat, soit seul ou conjointement ou de concert avec toute autre personne. Aux fins de la présente définition, la « date de disqualification » désigne la première date d'une annonce publique que toute personne fait ou a annoncé son intention de faire une offre publique d'achat;
  - iv) un preneur ferme ou un membre d'un syndicat de prise ferme ou de placement qui devient propriétaire réel de 20 % ou plus des actions comportant droit de vote dans le cadre d'un placement de titres de Stelco; ni
  - v) une personne (une « personne jouissant de droits acquis ») qui est propriétaire réel de 20 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de toute catégorie de Stelco d'après un calcul effectué immédiatement avant l'assemblée annuelle de 1999 des détenteurs d'actions comportant droit de vote (le « moment de confirmation »), étant toutefois entendu que la présente exception ne s'applique pas et cesse de s'appliquer à une personne jouissant de droits acquis dans le cas où cette dernière deviendrait, après le moment de confirmation, propriétaire réel d'actions comportant droit de vote supplémentaires de Stelco qui augmentent sa propriété réelle d'actions comportant droit de vote de plus de 1 % du nombre d'actions comportant droit de vote de cette catégorie en circulation au moment de confirmation (autrement qu'aux termes d'une ou de toute combinaison des opérations suivantes : la réduction du nombre d'actions comportant droit de vote, une acquisition aux termes d'une offre permise, une acquisition dispensée ou une acquisition permise);
- b) « **acquisition aux termes d'une offre permise** » : une acquisition d'actions comportant droit de vote de toute catégorie faite conformément à une offre permise ou à une offre permise concurrente;
  - c) « **acquisition découlant du réinvestissement de dividendes** » : une acquisition d'actions comportant droit de vote de toute catégorie aux termes d'un régime de réinvestissement de dividendes;
  - d) « **acquisition dispensée** » : une acquisition d'actions à l'égard de laquelle le conseil d'administration a renoncé à l'application du paragraphe 3.1 aux termes des dispositions de l'alinéa 5.1a) ou h);
  - e) « **acquisition importante** » : toute opération faisant d'une personne un acquéreur important;
  - f) « **actionnaires indépendants** » : les détenteurs d'actions comportant droit de vote, sauf :
    - i) un acquéreur important;
    - ii) un initiateur (sauf toute personne qui aux termes du sous-alinéa 1.1ax)v) n'est pas réputée être propriétaire réel des actions comportant droit de vote que détient cette personne);
    - iii) tout membre du groupe d'un acquéreur important ou d'un initiateur ou toute personne avec qui l'un ou l'autre a des liens;
    - iv) toute personne agissant conjointement ou de concert avec un acquéreur important ou un initiateur;
    - v) tout régime d'avantages sociaux, régime de participation différée aux bénéfices, régime de participation en actions ou tout régime analogue ou toute fiducie au profit d'employés de Stelco, à moins que les bénéficiaires du régime ou de la fiducie n'indiquent de quelle façon les droits de vote afférents aux actions comportant droit de vote doivent être exercés ou n'indiquent si les actions comportant droit de vote doivent ou non être déposées en réponse à une offre publique d'achat;

- g) « **acquisition permise** » : l'acquisition par une personne d'actions comportant droit de vote par suite de l'une ou l'autre des opérations suivantes :
- i) une acquisition découlant du réinvestissement de dividendes;
  - ii) un dividende en actions, une division d'actions ou tout autre événement ayant trait à des titres de Stelco d'une ou de plusieurs catégories ou séries données aux termes duquel cette personne devient propriétaire réel d'actions comportant droit de vote sur la même base proportionnelle que tous les autres détenteurs de titres de la ou des catégories ou séries données;
  - iii) l'acquisition ou l'exercice par cette personne des seuls droits d'acheter des actions comportant droit de vote qui lui ont été distribués dans le cadre d'une distribution à tous les détenteurs de titres de Stelco d'une ou de plusieurs catégories ou séries données aux termes d'une émission de droits de bonne foi par Stelco ou aux termes d'un prospectus par Stelco;
  - iv) le placement dans le public d'actions comportant droit de vote ou de titres convertibles en actions comportant droit de vote ou échangeables contre des actions comportant droit de vote (ainsi que la conversion ou l'échange de ces titres convertibles ou échangeables) A) effectué aux termes d'un prospectus ou d'une offre publique d'échange ou d'une fusion ou d'une autre procédure prévue par la loi exigeant l'approbation des actionnaires, ou B) par voie de placement privé, ou lors de l'exercice par un employé d'options d'achat d'actions octroyées aux termes d'un régime d'options d'achat d'actions de Stelco ou de droits d'achat de titres octroyés aux termes d'un régime d'achat d'actions de Stelco, à condition que, dans le cas d'un événement décrit soit en A) ou en B), cette personne ne devienne pas propriétaire réel de plus de 25 % des actions comportant droit de vote en circulation immédiatement avant le placement, et dans ce calcul, les actions comportant droit de vote devant être émises à cette personne dans le cadre de ce placement sont réputées être détenues par cette personne et ne sont pas incluses dans le nombre global d'actions comportant droit de vote en circulation immédiatement avant le placement; ou
  - v) une offre publique d'achat ou d'échange dispensée aux termes de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) à condition que la personne ne devienne pas propriétaire réel de 25 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de toute catégorie.
- h) « **actions comportant droit de vote** » : les actions ordinaires de Stelco et toutes les autres actions du capital de Stelco donnant à leurs détenteurs le droit de voter généralement pour l'élection de tous les administrateurs;
- i) « **actions ordinaires** » : les actions ordinaires de toute série du capital de Stelco;
  - j) « **assemblée extraordinaire** » : une assemblée extraordinaire des détenteurs d'actions comportant droit de vote, convoquée par le conseil d'administration aux fins d'approuver un supplément ou une modification de la présente convention aux termes de l'alinéa 5.4b);
  - k) « **assemblée extraordinaire des détenteurs de Droits** » : une assemblée des détenteurs de Droits convoquée par le conseil d'administration aux fins d'approuver un supplément ou une modification de la présente convention aux termes de l'alinéa 5.4c);
  - l) « **certificat de Droits** » : les certificats attestant les Droits après la libération des Droits, qui sont essentiellement de la forme jointe aux présentes en tant que pièce 1;
  - m) « **co-agents d'émission des Droits** » : le sens qui lui est attribué à l'alinéa 4.1a);
  - n) « **conseil d'administration** » : le conseil d'administration de Stelco ou tout comité dûment constitué et autorisé par celui-ci;
  - o) « **contrôlée** » : une société est réputée être « contrôlée » par une autre personne si :



- i) les titres comportant plus de 50 % des droits de vote pouvant être exercés pour l'élection des administrateurs sont détenus, directement ou indirectement, par l'autre personne ou à son avantage;
- ii) les droits de vote afférents à ces titres donnent le droit, s'ils sont exercés, d'élire la majorité du conseil d'administration de cette société;

et les expressions « **contrôle** », « **contrôlant** » et « **sous contrôle commun avec** » doivent être interprétées en conséquence;

- p) « **convention** » : la présente convention du régime de Droits des actionnaires, dans sa version modifiée ou complétée de temps à autre; « des présentes », « aux présentes » ou toute expression analogue désigne la présente convention en entier et non toute partie de la présente convention;
- q) « **cours** » : pour tout titre, au jour en cause, signifie la moyenne des cours de clôture quotidiens par action de ces titres (déterminés comme il est décrit ci-dessous) pour chacun des 20 jours de Bourse consécutifs qui précèdent cette date; étant entendu, toutefois, que si un événement d'un type analogue à celui des événements décrits au paragraphe 2.3 des présentes fait que les cours de clôture utilisés pour déterminer le cours pour tout jour de Bourse ne sont pas pleinement comparables au cours de clôture à cette date de détermination ou, si la date de détermination n'est pas un jour de Bourse, le jour de Bourse qui précède, chaque cours de clôture ainsi utilisé doit être rajusté d'une manière analogue au rajustement applicable prévu au paragraphe 2.3 des présentes afin de le rendre pleinement comparable au cours de clôture à cette date de détermination ou, si la date de détermination n'est pas un jour de Bourse, le jour de Bourse qui précède. Le cours de clôture par action de tout titre, au jour en cause, est :
  - i) le cours de clôture d'un lot régulier ou, dans le cas où aucune vente n'a eu lieu à cette date, la moyenne des cours acheteur et vendeur de clôture pour chacun de ces titres publiés par la principale Bourse canadienne à la cote de laquelle ces titres sont inscrits ou admis à la négociation;
  - ii) si pour quelque motif aucun de ces cours n'est disponible à cette date ou si les titres ne sont pas inscrits à la cote d'une Bourse de valeurs canadienne, le dernier cours ou, dans le cas où aucune vente n'a eu lieu à cette date, la moyenne des cours acheteur et vendeur de clôture pour chacun de ces titres publiés par la principale Bourse de valeurs nationale américaine à la cote de laquelle ces titres sont inscrits ou admis à la négociation;
  - iii) si pour quelque motif aucun de ces cours n'est disponible à cette date ou si les titres ne sont pas inscrits ni admis à la cote d'une Bourse de valeurs canadienne ou d'une Bourse de valeurs nationale américaine, le dernier cours ou, dans le cas où aucune vente n'a eu lieu à cette date, la moyenne des cours acheteurs les plus élevés et des cours vendeurs les plus bas pour chacun de ces titres sur le marché hors Bourse, publiés par tout système de cotation alors utilisé;
  - iv) si pour quelque motif aucun de ces cours n'est disponible à cette date ou si les titres ne sont pas inscrits ni admis à la cote d'une Bourse de valeurs canadienne ou d'une Bourse de valeurs nationale américaine ou publiés par tout système de cotation, la moyenne des cours acheteur et vendeur de clôture fournis par un mainteneur de marché professionnel maintenant un marché des titres;

pourvu, toutefois, que si pour quelque motif aucun de ces cours n'est disponible à une telle date, le cours de clôture par action de ces titres à cette date désigne la juste valeur par action de ces titres à cette date, déterminée par un courtier en valeurs mobilières ou un preneur ferme reconnu à l'échelle nationale à l'égard de la juste valeur par action de ces titres. Le cours sera exprimé en dollars canadiens et, s'il est déterminé initialement à l'égard de tout jour faisant partie de la période des 20 jours de Bourse consécutifs en cause en dollars US, ce montant sera converti en dollars canadiens à son équivalent en dollars canadiens au jour de Bourse pertinent;

- r) « **date d'acquisition d'actions** » : la première date de l'annonce publique (qui, aux fins de la présente définition, comprend, sans s'y limiter, un rapport déposé aux termes de l'article 101 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) ou de l'article 13(d) de l'*Exchange Act* de 1934) faite par Stelco ou par un acquéreur important du fait qu'une personne est devenue un acquéreur important;
- s) « **date d'aliénation** » : le sens qui lui est attribué à l'alinéa 5.1h);
- t) « **date de prise d'effet** » : le 14 décembre 1998;
- u) « **débentures convertibles** » : les débentures subordonnées convertibles à 10,426 % de Stelco;
- v) « **détenteur** » : le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.8;
- w) « **dividende annuel en espèces** » : les dividendes en espèces versés au cours de tout exercice financier de Stelco dans la mesure où ces dividendes en espèces ne dépassent pas, globalement, le plus élevé des montants suivants :
  - i) 200 % du total des dividendes en espèces déclarés payables par Stelco sur ses actions ordinaires au cours de son exercice financier précédent;
  - ii) 300 % de la moyenne arithmétique des dividendes en espèces annuels totaux déclarés payables par Stelco sur ses actions ordinaires au cours de ses trois exercices financiers précédents;
  - iii) 100 % du bénéfice net consolidé total de Stelco, avant postes extraordinaires, pour son exercice financier précédent;
- x) « **Droit** » : un droit d'acheter une action ordinaire de Stelco suivant les modalités et aux conditions prévues dans la présente convention;
- y) « **entente de dépôt** » : une entente (dont les modalités sont divulguées publiquement et consignées par écrit et dont un exemplaire est mis à la disposition du public (y compris Stelco) à la date à laquelle l'offre visée par l'entente (au sens défini ci-après) est annoncée publiquement) entre un initiateur, tout membre de son groupe ou toute personne avec qui il a des liens ou toute autre personne agissant conjointement ou de concert avec l'initiateur, et une personne (la « personne liée par l'entente ») qui n'est pas membre du groupe de l'initiateur, n'a pas de lien avec l'initiateur ni n'est une personne agissant conjointement ou de concert avec l'initiateur, aux termes de laquelle la personne liée par l'entente convient de déposer ou de remettre les actions comportant droit de vote qu'elle détient en réponse à l'offre publique d'achat de l'initiateur ou à une offre publique d'achat faite par tout membre du groupe de l'initiateur ou toute personne qui a des liens avec l'initiateur ou faite par toute autre personne agissant conjointement ou de concert avec l'initiateur (l'« offre visée par l'entente »), lorsque l'entente :
  - a) prévoit que tout engagement de déposer ou de remettre des actions comportant droit de vote en réponse à l'offre visée par l'entente ou de ne pas retirer des actions comportant droit de vote de l'offre visée par l'entente peut être résilié au gré du détenteur si :
    - i) une autre offre publique d'achat visant les actions comportant droit de vote est faite avant que les actions comportant droit de vote ne soient prises en livraison et réglées aux termes de l'offre visée par l'entente, à un prix ou à une valeur pour chaque action comportant droit de vote qui est d'au moins 5 % supérieur au prix ou à la valeur contenu ou devant être contenu dans l'offre visée par l'entente; ou
    - ii) une autre offre publique d'achat est faite avant que des actions comportant droit de vote ne soient prises en livraison et réglées aux termes de l'offre visée par l'entente quant à un nombre d'actions comportant droit de vote d'au moins 5 % supérieur au nombre d'actions comportant droit de vote que l'initiateur a offert d'acheter aux termes de l'offre visée par l'entente, à un prix ou à une valeur par action comportant droit de vote qui n'est pas inférieur au prix ou à la valeur par action comportant droit de vote que prévoit l'offre visée par l'entente; et

- b) ne prévoit pas d'indemnité de résiliation, de rémunération complémentaire, de pénalité, de charge ou d'autres sommes qui dépassent, au total, l'équivalent en espèces de 2,5 % du prix ou de la valeur payable à la personne liée par l'entente dans le cas où l'offre visée par l'entente ne recevrait pas une suite favorable;
- z) « **équivalent en dollars canadiens** » : de tout montant libellé en dollars US, au jour en cause, l'équivalent en dollars canadiens de ce montant, calculé en multipliant ce montant par le taux de change du dollar US en dollars canadiens en vigueur ce jour-là;
- aa) « **équivalent en dollars US** » : d'un montant quelconque qui est libellé en dollars canadiens, au jour en cause, l'équivalent en dollars US de ce montant, calculé en multipliant ce montant par le taux de change du dollar canadien en dollars US en vigueur ce jour-là;
- ab) « **Exchange Act de 1934** » : la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa forme modifiée, et les règlements pris aux termes de cette loi tels qu'ils sont actuellement en vigueur ou dans leur forme modifiée, mise à jour ou remplacée;
- ac) « **expiration des Droits** » : la fermeture des bureaux à la première des deux dates suivantes à survenir : la date de résiliation de la présente convention aux termes du paragraphe 5.15 ou, si la présente convention est confirmée aux termes du paragraphe 5.15, la date de résiliation de la présente convention aux termes du paragraphe 5.16 ou, si la présente convention est confirmée à nouveau aux termes du paragraphe 5.16, la clôture de l'assemblée annuelle des actionnaires de Stelco en 2008;
- ad) « **facteur d'expansion** » : le sens qui lui est attribué à l'alinéa 2.3a);
- ae) « **fermeture des bureaux** » : pour un jour donné, l'heure (ou si ce n'est pas un jour ouvrable, l'heure du jour ouvrable suivant) à laquelle le bureau de transfert principal de Toronto de l'agent des transferts des actions ordinaires de Stelco (ou, après la libération des Droits, le bureau principal de Toronto de l'agent d'émission des Droits) ferme pour le public;
- af) « **filiale** » : une société est réputée être filiale d'une autre société si :
- i) elle est contrôlée par :
    - A) cette autre société, ou
    - B) cette autre société et une ou plusieurs sociétés qui sont contrôlées par cette autre société, ou
    - C) deux ou plusieurs sociétés qui sont toutes contrôlées par cette autre société; ou
  - ii) elle est une filiale d'une société qui est la filiale de cette autre société;
- ag) « **formule d'exercice** » : le sens qui lui est attribué à l'alinéa 2.2d);
- ah) « **groupe** » : pour qualifier la relation entre une personne et une autre, une personne est réputée faire partie du groupe d'une autre si, directement ou indirectement par l'entremise d'un ou de plusieurs intermédiaires, elle contrôle cette autre personne, est contrôlée par cette autre personne ou ces deux personnes sont sous le contrôle de la même personne;
- ai) « **initiateur** » : une personne qui a annoncé, sans la retirer, son intention de faire ou qui a fait, sans la retirer, une offre publique d'achat, sauf une personne qui a réalisé une offre permise, une offre permise concurrente ou une acquisition dispensée;
- aj) « **jour de Bourse** » : utilisé relativement aux titres, désigne un jour où la principale Bourse de valeurs canadienne à la cote de laquelle ces titres sont inscrits ou admis est ouverte aux fins de transaction ou, si les titres ne sont pas inscrits ni admis à la cote de toute Bourse de valeurs canadienne, un jour ouvrable;
- ak) « **jour ouvrable** » : tout autre jour qu'un samedi, un dimanche ou un jour où la loi autorise ou oblige les institutions bancaires de Toronto à fermer leurs portes;

al) « **libération des Droits** » : la fermeture des bureaux le huitième jour de Bourse après la première des dates suivantes à survenir :

- i) soit la date d'acquisition d'actions;
- ii) soit la date du lancement d'une offre publique d'achat ou la date de la première annonce publique de l'intention de toute personne (sauf Stelco ou toute filiale de Stelco) de lancer une offre publique d'achat (sauf une offre permise ou une offre permise concurrente, selon le cas);
- iii) soit la date à laquelle une offre permise ou une offre permise concurrente cesse d'être admissible en tant que telle;

ou tout moment ultérieur que peut déterminer le conseil d'administration, étant entendu que si une offre publique d'achat expire, est annulée, prend fin ou est autrement retirée avant la libération des Droits, cette offre publique d'achat est réputée, aux fins de la présente définition, n'avoir jamais été faite;

am) « **liens** » : la relation entre une personne et le conjoint de cette personne ou toute personne du même sexe ou du sexe opposé avec qui la personne vit en union libre (hors du mariage), un enfant de cette personne ou un membre de la famille de cette personne si ce membre partage la même résidence que cette personne;

an) « **Loi canadienne sur les sociétés par actions** » : la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. 1985, ch. C-44, dans sa version modifiée, et les règlements pris en vertu de cette loi, et toute loi ou tout règlement comparable ou les ayant remplacés;

ao) « **Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)** » : la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*, L.R.O. 1990, ch. S.5, et les règlements pris aux termes de cette loi, et toute loi ou tout règlement comparable ou les ayant remplacés;

ap) « **moment de référence** » : le sens qui lui est attribué au premier « attendu que » de la présente convention;

aq) « **offre d'acquisition** » :

- i) une offre d'achat ou une sollicitation d'une offre de vente d'actions comportant droit de vote d'une ou de plusieurs catégories; et
- ii) l'acceptation d'une offre de vente d'actions comportant droit de vote d'une ou de plusieurs catégories, que cette offre ait été ou non sollicitée;

ou toute combinaison des deux, et la personne qui accepte une offre de vente est réputée avoir fait une offre d'acquisition à la personne qui a fait l'offre de vente;

ar) « **offre permise** » : une offre publique d'achat faite par un initiateur par voie de note d'information et qui respecte aussi les dispositions supplémentaires suivantes :

- i) l'offre publique d'achat s'adresse à tous les détenteurs d'actions comportant droit de vote inscrits dans les registres de Stelco, sauf l'initiateur;
- ii) l'offre publique d'achat comporte une disposition irrévocable et sans réserve, à laquelle sont assujettis la prise en livraison et le règlement des titres remis ou déposés aux termes de cette offre, selon laquelle aucune action comportant droit de vote de la catégorie ne sera prise en livraison ou réglée aux termes de l'offre publique d'achat avant la fermeture des bureaux à une date qui tombe au moins 60 jours après la date de l'offre publique d'achat; et
- iii) à moins qu'elle ne soit retirée, l'offre publique d'achat comporte une disposition irrévocable et sans réserve selon laquelle les actions comportant droit de vote de la catégorie peuvent être déposées aux termes de cette offre publique d'achat à tout moment pendant la période décrite au sous-alinéa 1.1ar)ii) et selon laquelle toute action comportant droit de vote déposée aux termes de l'offre publique d'achat peut être retirée avant d'être prise en livraison et réglée;

- as) « **offre permise concurrente** » : une offre publique d'achat faite pendant qu'une autre offre permise existe et qui respecte toutes les dispositions d'une offre permise sauf que la condition énoncée au sous-alinéa 1.1ar)ii) peut prévoir que les actions comportant droit de vote qui font l'objet de l'offre publique d'achat peuvent être prises en livraison ou réglées à une date qui ne tombera pas avant la plus tardive des dates suivantes à survenir : le 21<sup>e</sup> jour suivant la date de l'offre publique d'achat ou la date la plus rapprochée à laquelle les actions comportant droit de vote peuvent être prises en livraison ou réglées aux termes d'une autre offre permise qui existe alors à l'égard des actions comportant droit de vote;
- at) « **offre publique d'achat** » : une offre d'acquisition d'actions comportant droit de vote de toute catégorie ou de titres convertibles en actions comportant droit de vote de toute catégorie si, en supposant que les actions comportant droit de vote ou les titres convertibles visés par l'offre d'acquisition sont acquis et détenus en propriété réelle à la date de cette offre d'acquisition par la personne qui fait cette offre d'acquisition, ces actions comportant droit de vote (y compris les actions comportant droit de vote qui peuvent être acquises à la conversion de titres convertibles en actions comportant droit de vote) ainsi que les titres détenus par l'initiateur constituent globalement 20 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de cette catégorie à la date de l'offre d'acquisition;
- au) « **personne** » : un particulier, une personne morale, une société en nom collectif, un syndicat ou toute autre forme d'association non constituée en société par actions, une fiducie, un fiduciaire, un exécutif, un liquidateur, un administrateur, un représentant personnel, un gouvernement et ses bureaux ou organismes et toute entité ou tout groupe ayant ou non la personnalité juridique;
- av) « **prête-nom** » : le sens qui lui est attribué à l'alinéa 2.2c);
- aw) « **prix d'exercice** » : au jour en cause, le prix auquel le détenteur peut acheter les titres émissibles à l'exercice d'un Droit entier qui, jusqu'au rajustement de celui-ci conformément aux conditions des présentes, est d'un montant égal à cinq fois le cours par action ordinaire tel qu'il est établi à la libération des Droits;
- ax) une personne est réputée « **propriétaire réel** », avoir la « **propriété réelle** » et « **détenir en propriété réelle** » :
- i) des titres dont cette personne ou tout membre de son groupe ou toute personne avec qui elle a des liens est propriétaire en droit ou en equity;
  - ii) des titres dont cette personne ou tout membre de son groupe ou toute personne avec qui elle a des liens a le droit de devenir propriétaire en droit ou en equity (si ce droit peut être exercé immédiatement ou dans un délai de 60 jours par la suite et que ce soit à la réalisation ou non d'une condition ou à la survenance ou non de toute éventualité) aux termes de toute convention, entente, tout arrangement ou nantissement, qu'il soit ou non par écrit (sauf x) les conventions usuelles intervenues entre les preneurs fermes et/ou les membres d'un syndicat de prise ferme et/ou les membres d'un syndicat de placement relativement à un placement de titres dans le public ou un placement privé de titres, et y) les nantissements de titres dans le cours normal des affaires), ou à l'exercice de tout droit de conversion, droit d'échange, droit d'achat d'actions (sauf les Droits), de bons de souscription ou d'options; ou
  - iii) des titres qui sont détenus en propriété réelle au sens des sous-alinéas 1.1ax)i) et 1.1ax)ii) par toute autre personne avec qui cette personne agit conjointement ou de concert;
- à condition toutefois qu'une personne ne soit pas réputée « **propriétaire réel** » ou avoir la « **propriété réelle** » ou « **détenir en propriété réelle** » des titres :
- iv) du seul fait que ces titres aient été déposés ou remis conformément à une entente de dépôt ou aient été autrement déposés ou remis conformément à une offre publique d'achat faite par cette personne, par tout membre de son groupe ou par toute personne avec qui elle a des liens ou faite par toute autre personne agissant conjointement ou de concert avec cette

personne, tant que les titres déposés ou remis n'ont pas été pris en livraison ou réglés, selon la première de ces éventualités;

- v) du seul fait que cette personne, tout membre de son groupe ou toute personne avec qui elle a des liens ou toute autre personne agissant conjointement ou de concert avec cette personne détienne ces titres, à la condition que :
- A) l'activité normale d'une telle personne (le « gestionnaire de placements ») comprenne la gestion de fonds de placement pour des tiers (il est entendu, pour plus de certitude, que ces tiers peuvent comprendre un ou plusieurs régimes d'avantages sociaux ou régimes de retraite ou s'y limiter) et que ces titres soient détenus par le gestionnaire de placements dans le cours normal de cette activité dans l'exécution des fonctions de ce gestionnaire de placements pour le compte de toute autre personne (un « client »);
  - B) cette personne (la « société de fiducie ») soit titulaire d'un permis pour exercer l'activité d'une société de fiducie aux termes des lois applicables et, en cette qualité, exerce des fonctions de fiduciaire ou d'administrateur ou des fonctions analogues relativement au patrimoine des personnes décédées ou inaptes (individuellement un « compte de succession ») ou relativement à d'autres comptes (individuellement un « autre compte ») et détienne ces titres dans le cours normal des fonctions d'administration du patrimoine de toute personne décédée ou inapte ou pour tout autre compte;
  - C) cette personne soit créée par une loi à des fins qui comprennent la gestion de fonds de placement pour des régimes d'avantages sociaux, des régimes de retraite, des régimes d'assurance ou divers organismes publics et que cette activité représente l'activité normale de cette personne (l'« organisme légal »);
  - D) cette personne (l'« administrateur ») soit l'administrateur ou le fiduciaire d'un ou de plusieurs fonds ou régimes de retraite (individuellement un « régime de retraite ») agréés en vertu des lois du Canada ou d'une province canadienne ou des lois des États-Unis d'Amérique ou de l'un ou l'autre de leurs États, ou encore soit un tel régime de retraite;
  - E) cette personne soit un mandataire ou un organisme de l'État;

à condition que dans l'un ou l'autre des cas ci-dessus, le gestionnaire de placements, la société de fiducie, l'organisme légal, l'administrateur, le régime de retraite ou le mandataire ou l'organisme de l'État, selon le cas, ne fasse pas alors ni n'ait alors annoncé son intention de faire une offre publique d'achat, soit seul ou conjointement ou de concert avec toute autre personne, sauf une offre d'acquisition d'actions comportant droit de vote ou d'autres titres x) aux termes d'un placement effectué par Stelco, y) au moyen d'une offre permise ou z) au moyen d'opérations courantes sur le marché (y compris des opérations pré-autorisées conclues dans le cours normal des affaires de cette personne) exécutées par l'entremise des services d'une Bourse ou d'un marché hors cote organisé;

- vi) du seul fait que cette personne soit A) un client du même gestionnaire de placements qu'une autre personne pour le compte de qui le gestionnaire de placements détient ces titres, B) un compte de succession ou un autre compte de la même société de fiducie qu'une autre personne pour le compte de qui la société de fiducie détient ces titres ou C) un régime de retraite ayant le même administrateur qu'un autre régime de retraite pour le compte duquel l'administrateur détient ces titres;
- vii) du seul fait que cette personne soit A) un client d'un gestionnaire de placements et que ce gestionnaire de placements soit propriétaire de ces titres en droit ou en equity, B) un compte de succession ou un autre compte d'une société de fiducie et que cette société de fiducie soit propriétaire de ces titres en droit ou en equity ou C) un régime de retraite et que l'administrateur de ce régime de retraite soit propriétaire de ces titres en droit ou en equity; ou



- viii) du seul fait que cette personne soit détenteur inscrit de titres par suite de l'exploitation d'une entreprise de dépositaire de titres ou du fait qu'elle a agi en qualité de prête-nom d'un dépositaire de titres;
- ay) « **réduction du nombre d'actions comportant droit de vote** » : l'acquisition ou le rachat par Stelco d'actions comportant droit de vote, ayant pour effet de réduire le nombre d'actions comportant droit de vote en circulation et de porter le pourcentage proportionnel des actions comportant droit de vote détenues en propriété réelle par une personne à 20 % ou plus des actions comportant droit de vote alors en circulation;
- (az) « **régime de réinvestissement de dividendes** » : un régime de réinvestissement de dividendes ordinaire ou autre régime de Stelco que cette dernière offre aux détenteurs de ses titres et aux détenteurs de titres d'une filiale de Stelco, lorsque ce régime permet aux détenteurs d'autoriser qu'une partie ou la totalité :
  - i) des dividendes versés à l'égard des actions de toute catégorie de Stelco ou d'une filiale;
  - ii) du produit du rachat d'actions de Stelco ou d'une filiale;
  - iii) de l'intérêt versé sur des titres de créance de Stelco ou d'une filiale; ou
  - iv) de paiements en espèces facultatifs;
 soit affectée à l'achat d'actions ordinaires de Stelco;
- ba) « **registre des Droits** » : le sens qui lui est attribué à l'alinéa 2.6a);
- bb) « **Stelco** » : Stelco Inc., société régie par la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
- bc) « **taux de change du dollar canadien en dollars US** » : au jour en cause, l'inverse du taux de change du dollar US en dollars canadiens en vigueur ce jour-là;
- bd) « **taux de change du dollar US en dollars canadiens** » : au jour en cause,
  - i) si la Banque du Canada fixe le taux de change au comptant à midi pour la conversion de dollars US en dollars canadiens, le taux qu'elle affiche ce jour-là; et
  - ii) dans tous les autres cas, le taux de conversion d'un dollar US en dollars canadiens ce jour-là calculé de la manière que le conseil d'administration peut déterminer en agissant de bonne foi;
- be) « **titres détenus par l'initiateur** » : les actions comportant droit de vote dont l'initiateur est propriétaire réel à la date de l'offre d'acquisition.

## 1.2 Monnaie

Tous les montants d'argent mentionnés dans la présente convention sont exprimés en monnaie légale du Canada, à moins d'indication contraire.

## 1.3 Rubriques

La division de la présente convention en articles, paragraphes, sous-paragraphes, alinéas, sous-alinéas ou autres parties des présentes et l'insertion de rubriques, sous-rubriques et d'une table des matières ne visent qu'à en faciliter la consultation et ne peuvent modifier le sens ou l'interprétation de la présente convention.

## 1.4 Extension de sens

Dans la présente convention, les mots au singulier comprennent le pluriel et vice versa et les mots au masculin comprennent le féminin et vice versa.

### **1.5 Calcul du nombre et du pourcentage de propriété réelle des actions comportant droit de vote en circulation**

Aux fins de la présente convention, le pourcentage d'actions comportant droit de vote de toute catégorie détenues en propriété réelle par toute personne est et est réputé être le produit (exprimé en tant que pourcentage) déterminé par la formule :

$$100 \times A/B$$

où :

A = le nombre de votes pour l'élection des administrateurs se rattachant généralement aux actions comportant droit de vote de la catégorie dont cette personne est propriétaire réel; et

B = le nombre de votes pour l'élection de tous les administrateurs se rattachant généralement à toutes les actions comportant droit de vote de la catégorie en circulation.

Lorsqu'une personne est réputée être propriétaire réel d'actions comportant droit de vote non émises d'une certaine catégorie, ces actions comportant droit de vote sont réputées être en circulation aux fins du calcul du pourcentage des actions comportant droit de vote de la catégorie dont cette personne est propriétaire réel.

### **1.6 Fait d'agir conjointement ou de concert**

Aux fins de la présente convention, une personne est réputée agir conjointement ou de concert avec chaque personne qui, par suite d'un accord, d'un engagement ou d'une entente, formel ou informel, avec la première personne nommée ou tout membre de son groupe, acquiert ou offre d'acquérir des actions comportant droit de vote (sauf les conventions usuelles intervenues avec et entre les preneurs et/ou les membres d'un syndicat de prise ferme et/ou les membres d'un syndicat de placement relativement à un appel public à l'épargne ou à un placement privé visant des titres, ou les nantissements de titres dans le cours normal des affaires).

### **1.7 Principes comptables généralement reconnus**

Lorsque dans la présente convention il y a mention des principes comptables généralement reconnus, cette mention est réputée viser les recommandations au moment opportun de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, ou de tout institut remplaçant, applicables sur une base consolidée (à moins d'indication contraire aux présentes voulant qu'elles soient applicables sur une base non consolidée) à la date à laquelle le calcul est fait ou doit être fait conformément aux principes comptables généralement reconnus. Lorsque la nature ou le montant de tout élément d'actif ou de passif ou le poste de revenu ou de dépenses doit être déterminé, ou toute consolidation ou autre calcul comptable doit être effectué aux fins de la présente convention ou de tout document, ce calcul doit être fait, dans la mesure du possible et sauf indication contraire aux présentes ou dans tout autre accord écrit entre les parties, conformément aux principes comptables généralement reconnus appliqués de façon constante.

## **ARTICLE 2 — LES DROITS**

### **2.1 Mention sur les certificats d'actions ordinaires**

Les certificats représentant les actions ordinaires émises après le moment de référence mais avant la libération des Droits ou, si elle est antérieure, l'expiration des Droits, attestent aussi un Droit pour chaque action ordinaire qu'ils représentent et portent en impression ou en surimpression ou autrement la mention suivante :

Jusqu'à la libération des Droits (définie dans la convention du régime de Droits des actionnaires mentionnée ci-après), le présent certificat atteste aussi les droits du détenteur décrits dans la convention du régime de Droits des actionnaires intervenue en date du 14 décembre 1998, telle qu'elle peut être complétée ou modifiée (la « convention du régime de Droits des actionnaires ») entre Stelco Inc. (« Stelco ») et Compagnie Trust CIBC Mellon, dont les modalités sont intégrées aux présentes par renvoi et dont copie est déposée aux bureaux principaux de la direction



de Stelco. Dans certaines circonstances stipulées dans la convention du régime de Droits des actionnaires, les Droits peuvent expirer, peuvent devenir nuls et sans effet ou peuvent être attestés par des certificats distincts et ne plus être attestés par le présent certificat. Stelco postera ou fera poster sans frais un exemplaire de la convention du régime de Droits des actionnaires au détenteur du présent certificat dès que possible après la réception d'une demande écrite à cet effet.

Les certificats représentant les actions ordinaires émises et en circulation au moment de référence, lesquels représentent les actions ordinaires à la date de prise d'effet, attesteront aussi un Droit pour chaque action ordinaire qu'ils représentent, même s'ils ne portent pas la mention ci-dessus, jusqu'à la fermeture des bureaux à la libération des Droits ou, si elle est antérieure, à l'expiration des Droits.

## **2.2 Prix d'exercice initial; exercice des Droits et libération des Droits**

- a) Sous réserve des rajustements prévus aux présentes, chaque Droit conférera à son détenteur, à compter de la libération des Droits et avant l'expiration des Droits, la faculté d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice (et le prix d'exercice et le nombre d'actions ordinaires peuvent être rajustés tel qu'il est prévu ci-après). Malgré toute autre disposition de la présente convention, tout Droit détenu par Stelco ou par l'une de ses filiales est nul.
- b) Jusqu'à la libération des Droits :
  - i) aucun droit ne peut être exercé; et
  - ii) chaque Droit sera attesté par le certificat représentant l'action ordinaire de Stelco à laquelle il est attaché et immatriculé au nom de son détenteur (certificat qui est aussi réputé représenter un certificat de Droits) et ne peut être et ne sera transféré qu'avec cette action ordinaire de Stelco.
- c) À compter de la libération des Droits et avant l'expiration des Droits :
  - i) les Droits peuvent être exercés; et
  - ii) l'immatriculation et le transfert des Droits sont distincts et indépendants des actions ordinaires de Stelco.

Peu de temps après la libération des Droits, Stelco préparera et l'agent d'émission des Droits postera à chaque détenteur inscrit d'actions ordinaires à la libération des Droits (sauf un acquéreur important et, à l'égard des Droits dont cet acquéreur important est propriétaire réel et qui ne sont pas inscrits au nom de cet acquéreur important, le détenteur inscrit de ces Droits (un « prête-nom »)), à l'adresse du détenteur figurant dans les registres de Stelco (Stelco acceptant par les présentes de fournir des exemplaires de ces registres à l'agent d'émission des Droits à cette fin) :

- x) un certificat de Droits dûment rempli, représentant le nombre de Droits détenus par ce détenteur à la libération des Droits et sur lequel sont imprimés les marques d'identification ou de désignation et les mentions, sommaires ou endossements que Stelco a jugés pertinents et qui sont conformes aux dispositions de la présente convention, ou que peut exiger toute loi ou son règlement d'application ou toute règle ou règlement d'un organisme d'autoréglementation, d'une Bourse ou d'un réseau de cotation auquel les Droits peuvent être inscrits ou négociés, ou que dictent les usages; et
  - y) un document d'information décrivant les Droits,
- sauf que le prête-nom recevra les documents prévus en x) et y) relativement à toutes les actions ordinaires de Stelco dont il est détenteur inscrit et qui ne sont pas la propriété réelle d'un acquéreur important.
- d) Les Droits peuvent être exercés, en totalité ou en partie, pendant tout jour ouvrable après la libération des Droits et avant l'expiration des Droits en remettant à l'agent d'émission des Droits à son bureau principal dans l'une ou l'autre des villes de Toronto ou de Montréal ou à tout autre

bureau de l'agent d'émission des Droits désigné à cette fin de temps à autre par Stelco avec l'approbation de l'agent d'émission des Droits :

- i) le certificat de Droits attestant ces Droits;
  - ii) une formule d'exercice des Droits (une « formule d'exercice ») essentiellement de la forme jointe au certificat de Droits, dûment remplie et signée par le détenteur ou ses exécuteurs ou administrateurs ou autres représentants personnels ou son ou leur fondé de pouvoir dûment nommé par un document rédigé et signé d'une manière satisfaisant l'agent d'émission des Droits; et
  - iii) le paiement, par chèque visé, traite bancaire ou mandat payable à l'ordre de Stelco, d'une somme égale au prix d'exercice multiplié par le nombre de Droits exercés et d'une somme suffisante pour acquitter les taxes ou autres frais de transfert payables à l'égard du transfert ou de la livraison des certificats de Droits ou à l'égard de l'émission ou de la livraison de certificats attestant des actions ordinaires au nom d'une autre personne que le détenteur des Droits exercés.
- e) Dès la réception d'un certificat de Droits, ainsi que d'une formule d'exercice dûment remplie et signée conformément au sous-alinéa 2.2d)ii), qui n'indique pas que ce Droit est nul et sans effet comme il est prévu à l'alinéa 3.1b), et du paiement prévu au sous-alinéa 2.2d)iii), l'agent d'émission des Droits (à moins d'indication contraire de Stelco si cette dernière est d'avis que les Droits ne peuvent être exercés conformément à la présente convention) devra sans tarder :
- i) demander à l'agent des transferts des certificats représentant le nombre d'actions ordinaires à acheter (Stelco autorisant irrévocablement par les présentes son agent des transferts à accéder à cette demande);
  - ii) le cas échéant, demander à Stelco le comptant qu'elle doit verser au lieu d'émettre des fractions d'action ordinaire;
  - iii) sur réception des certificats mentionnés au sous-alinéa 2.2d)i), remettre ces derniers, immatriculés au nom ou aux noms stipulés par le détenteur inscrit de ces certificats de Droits, à ce détenteur ou à son ordre;
  - iv) le cas échéant, après réception, remettre le comptant prévu au sous-alinéa 2.2d)ii) au détenteur inscrit de ces certificats de Droits ou à son ordre; et
  - v) remettre à Stelco tous les paiements reçus lors de l'exercice des Droits.
- f) Si le détenteur des Droits n'exerce pas la totalité des Droits attestés par son certificat de Droits, un nouveau certificat de Droits attestant les Droits non exercés (sous réserve des dispositions de l'alinéa 5.5a)) sera émis par l'agent d'émission des Droits à ce détenteur ou à ses ayants droit dûment autorisés.
- g) Stelco s'engage par les présentes :
- i) à prendre toutes les mesures nécessaires, dans les limites de son pouvoir, pour s'assurer que toutes les actions ordinaires livrées à l'exercice des Droits sont, au moment de la livraison des certificats représentant ces actions ordinaires (sous réserve du paiement du prix d'exercice), dûment et valablement autorisées, signées, émises et livrées en tant qu'actions entièrement libérées;
  - ii) à prendre toutes les mesures nécessaires, dans les limites de son pouvoir, pour se conformer aux exigences de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) et des lois en matière de valeurs mobilières ou lois comparables de chacune des provinces du Canada et de toute autre loi ou règlement applicable dans le cadre de l'émission et de la livraison des certificats de Droits et de l'émission des actions ordinaires à l'exercice des Droits;

- iii) à faire tout ce qui est raisonnablement possible pour que toutes les actions ordinaires émises à l'exercice des Droits soient inscrites à la cote des principales Bourses où ces actions ordinaires sont négociées immédiatement avant la date d'acquisition d'actions;
- iv) à faire réserver et garder disponible parmi les actions ordinaires autorisées et non émises, le nombre d'actions ordinaires qui, selon les dispositions de la présente convention, suffira à permettre l'exercice intégral de tous les Droits en cours;
- v) à payer à l'échéance, le cas échéant, tous les frais, taxes et impôts de transfert aux paliers fédéral, provincial et municipal (à l'exclusion de tout impôt sur le revenu ou sur le capital frappant le détenteur ou le détenteur qui exerce les Droits ou de toute obligation de Stelco de procéder à une retenue fiscale) qui peuvent être exigibles à l'égard de l'émission et la livraison initiales des certificats de Droits ou des certificats attestant des actions ordinaires devant être émises à l'exercice des Droits, à la condition toutefois que Stelco ne soit pas tenue de payer les taxes de transfert ou autres frais de transfert payables à l'égard du transfert ou de la livraison des certificats de Droits ou à l'égard de l'émission ou de la livraison de certificats d'actions ordinaires au nom d'une autre personne que le détenteur des Droits transférés ou exercés; et
- vi) après la libération des Droits, sauf tel qu'il est permis par le paragraphe 5.1, à ne prendre aucune mesure (ni permettre à toute filiale de prendre toute mesure) si au moment de cette mesure, il est raisonnablement prévisible que cette mesure réduira considérablement ou éliminera autrement les avantages accordés par les Droits.

## **2.3 Rajustement du prix d'exercice; nombre de Droits**

Le prix d'exercice, le nombre et le type de titres que chaque Droit permet d'acquérir et le nombre de Droits en circulation sont rajustés à l'occasion, conformément au présent paragraphe 2.3.

- a) Si à tout moment après la date de la présente convention Stelco :
  - i) déclare ou verse un dividende sur les actions ordinaires payable en actions ordinaires (ou d'autres titres échangeables contre des actions ordinaires ou d'autres titres de Stelco ou convertibles en actions ordinaires ou autres titres de Stelco ou conférant le droit d'acquérir des actions ordinaires ou d'autres titres de Stelco);
  - ii) divise ou change les actions ordinaires alors en circulation pour obtenir un nombre d'actions ordinaires plus élevé;
  - iii) regroupe ou change les actions ordinaires alors en circulation pour obtenir un nombre d'actions ordinaires moins élevé; ou
  - iv) émet des actions ordinaires (ou d'autres titres échangeables contre des actions ordinaires ou d'autres titres de Stelco ou convertibles en actions ordinaires ou autres titres de Stelco ou conférant le droit d'acquérir des actions ordinaires ou d'autres titres de Stelco) à l'égard, en remplacement ou en échange des actions ordinaires existantes sauf disposition contraire du présent paragraphe 2.3,

le prix d'exercice et le nombre de Droits en circulation ou, si la date de paiement ou de prise d'effet est postérieure à la libération des Droits, les titres qui peuvent être achetés à l'exercice des Droits seront rajustés à la date de paiement ou de prise d'effet de la façon mentionnée ci-après.

Si le prix d'exercice et le nombre de Droits en circulation doivent être rajustés :

- x) le prix d'exercice en vigueur après ce rajustement sera égal au prix d'exercice en vigueur immédiatement avant ce rajustement divisé par le nombre d'actions ordinaires (ou d'autres actions du capital-actions) (le « facteur d'expansion ») qu'un détenteur d'une action ordinaire immédiatement avant le dividende, la division, le changement, le regroupement ou l'émission détiendrait par suite de cette opération; et

- y) chaque Droit détenu avant ce rajustement deviendra le nombre de Droits égal au facteur d'expansion,

et le nombre rajusté de Droits sera présumé réparti entre les actions ordinaires auxquelles les Droits initiaux étaient attachés (si elles demeurent en circulation) et les actions émises à l'égard de ce dividende, de cette division, de ce changement, de ce regroupement ou de cette émission, de sorte que chaque action ordinaire (ou toute autre action du capital-actions) sera assortie exactement d'un Droit en vigueur après la date de paiement ou la date de prise d'effet de l'événement mentionné aux sous-alinéas 2.3a)i), ii), iii) ou iv), selon le cas.

Il est entendu que si les titres achetable à l'exercice des Droits doivent être rajustés, les titres achetable à l'exercice de chaque Droit après ce rajustement seront les titres qu'un détenteur de titres achetable à l'exercice d'un Droit immédiatement avant ce dividende, cette division, ce changement, ce regroupement ou cette émission détiendrait par suite d'une telle opération.

Si, après le moment de référence et avant l'expiration des Droits, Stelco émet d'autres actions du capital-actions que les actions ordinaires dans une opération du type décrit aux sous-alinéas 2.3a)i) ou iv), les actions de ce capital-actions seront traitées aux présentes comme équivalant à des actions ordinaires autant qu'il est possible et opportun de le faire dans les circonstances, et Stelco et l'agent d'émission des Droits conviennent de modifier la présente convention de façon à donner effet à ce traitement.

Si, après le moment de référence et avant la libération des Droits, Stelco émet des actions ordinaires autrement que dans une opération mentionnée au présent alinéa 2.3a), chaque action ordinaire ainsi émise aura automatiquement un nouveau Droit qui lui est attaché, Droit qui sera attesté par le certificat représentant cette action ordinaire.

- b) Si, après le moment de référence et avant la libération des Droits, Stelco fixe une date de référence pour l'émission de droits, d'options ou de bons de souscription à la totalité des détenteurs d'actions ordinaires leur permettant (au cours d'un délai expirant dans les 45 jours civils suivant cette date de référence) de souscrire ou d'acheter des actions ordinaires (ou des titres convertibles en actions ordinaires ou échangeables contre des actions ordinaires ou conférant le droit d'acheter des actions ordinaires) à un prix par action ordinaire (ou, s'il s'agit d'un titre convertible en actions ordinaires ou échangeable contre des actions ordinaires ou conférant le droit d'en acheter, à un prix de conversion, d'échange ou d'exercice, y compris le prix qui doit être payé pour acheter ce titre convertible ou échangeable ou le droit par action) inférieur au cours par action ordinaire à cette date de référence, le prix d'exercice en vigueur après cette date de référence sera calculé en multipliant le prix d'exercice en vigueur immédiatement avant cette date de référence par une fraction :
- i) dont le numérateur est le nombre d'actions ordinaires en circulation à cette date de référence, plus le nombre d'actions ordinaires que le prix d'offre global du nombre total d'actions ordinaires ainsi offertes (et/ou le prix initial global de conversion, d'échange ou d'exercice des titres convertibles ou échangeables ou des droits ainsi offerts, y compris le prix qui doit être versé à l'achat de ces titres convertibles ou échangeables ou de ces droits) permettrait d'acheter à ce cours par action ordinaire; et
  - ii) dont le dénominateur est le nombre d'actions ordinaires en circulation à cette date de référence, plus le nombre d'actions ordinaires supplémentaires offertes à la souscription ou à l'achat (ou contre lesquelles les titres convertibles ou échangeables ou les droits ainsi offerts peuvent être initialement convertis, échangés ou exercés).

Si ce prix de souscription peut être versé par remise d'une contrepartie, dont la totalité ou une partie peut être sous une autre forme qu'au comptant, la valeur de cette contrepartie est établie de bonne foi par le conseil d'administration, dont la décision est décrite dans une déclaration déposée auprès de l'agent d'émission des Droits et lie l'agent d'émission des Droits et les détenteurs de Droits. Ce rajustement est effectué successivement chaque fois qu'une telle date de référence est fixée, et si ces droits, options ou bons de souscription ne sont pas ainsi émis ou, s'ils le sont, ne sont pas exercés avant leur expiration, le prix d'exercice est ramené au prix d'exercice qui serait

alors en vigueur si cette date de référence n'avait pas été fixée, ou au prix d'exercice qui serait en vigueur compte tenu du nombre d'actions ordinaires (ou de titres convertibles en actions ordinaires, échangeables contre des actions ordinaires ou qui peuvent être exercés pour des actions ordinaires) réellement émises à l'exercice de ces droits, options ou bons de souscription, selon le cas.

Aux fins de la présente convention, l'octroi du droit permettant l'achat d'actions ordinaires (qu'elles proviennent du capital-actions ou autrement), aux termes du régime de réinvestissement de dividendes ou de tout régime d'avantages sociaux, régime d'options d'achat d'actions ou régime analogue, est réputé ne pas constituer une émission de droits, d'options ni de bons de souscription par Stelco. Toutefois, dans tous ces cas, le droit d'acheter des actions ordinaires doit être à un prix par action d'au moins 95 % du cours par action (déterminé selon les dispositions de ces régimes) des actions ordinaires.

- c) Si, après le moment de référence et avant la libération des Droits, Stelco fixe une date de référence pour la distribution à la totalité des détenteurs d'actions ordinaires (y compris une distribution faite dans le cadre d'une fusion) de titres de créance, de comptant (sauf un dividende annuel en espèces ou un dividende versé en actions ordinaires, mais y compris tout dividende payable en titres autres que des actions ordinaires), de biens ou de droits, d'options ou de bons de souscription (sauf ceux mentionnés à l'alinéa 2.3b)), le prix d'exercice en vigueur après cette date de référence sera établi en multipliant le prix d'exercice alors en vigueur immédiatement avant cette date de référence par une fraction :
- i) dont le numérateur est le cours par action ordinaire à cette date de référence, moins la juste valeur marchande (établie de bonne foi par le conseil d'administration, dont la décision est décrite dans une déclaration déposée auprès de l'agent d'émission des Droits et lie l'agent d'émission des Droits et les détenteurs de Droits), par action, de la tranche du comptant, des biens, des titres de créance, des droits, des options ou des bons de souscription ainsi distribués; et
  - ii) dont le dénominateur est ce cours par action ordinaire.

Ces rajustements sont faits successivement chaque fois qu'une telle date de référence est fixée et si une telle distribution n'est pas ainsi effectuée, le prix d'exercice est ramené au prix d'exercice qui aurait été en vigueur si cette date de référence n'avait pas été fixée.

- d) Malgré toute disposition contraire des présentes, aucun rajustement du prix d'exercice n'est exigé à moins qu'il n'entraîne une augmentation ou une diminution d'au moins 1 % du prix d'exercice; étant entendu que les rajustements qui ne sont pas effectués par suite des dispositions du présent alinéa 2.3d) doivent être reportés et pris en compte dans le cadre de tout rajustement ultérieur. Tous les calculs effectués en application du paragraphe 2.3 sont arrondis au cent le plus près ou au dix millième d'une action le plus près. Malgré la première phrase du présent alinéa 2.3d), tout rajustement exigé aux termes du paragraphe 2.3 est effectué au plus tard à la première des dates suivantes à survenir :
- i) soit trois ans après la date de l'opération qui a donné lieu à ce rajustement;
  - ii) soit la date d'expiration.
- e) Si, après le moment de référence et avant la libération des Droits, Stelco émet des actions du capital-actions (sauf des actions ordinaires) ou des droits, options ou bons de souscription permettant de souscrire ou d'acheter des actions de ce capital-actions, ou des titres convertibles en ces actions ou échangeables contre ces actions, dans une opération mentionnée aux sous-alinéas 2.3a)i) ou iv) ci-dessus, si le conseil d'administration agissant de bonne foi juge que les rajustements prévus aux alinéas 2.3a), b) et c) ci-dessus dans le cadre de cette opération ne protègent pas convenablement les intérêts des détenteurs de Droits, le conseil d'administration peut établir tout autre rajustement du prix d'exercice, du nombre de Droits et/ou de titres achetable à l'exercice des Droits qui serait convenable et, malgré les alinéas 2.3a), b) et c) ci-dessus, ces

rajustements, plutôt que les rajustements prévus par les alinéas 2.3a), b) et c) ci-dessus, sont effectués. Sous réserve du consentement préalable des détenteurs des actions comportant droit de vote ou des Droits obtenu comme il est prévu à l'alinéa 5.4 b) ou c), Stelco et l'agent d'émission des Droits sont autorisés à modifier la présente convention comme il convient pour prévoir ces rajustements.

- f) Chaque Droit initialement émis par Stelco, après qu'un rajustement a été effectué au prix d'exercice aux termes des présentes, atteste le droit d'acheter, au prix d'exercice rajusté, le nombre d'actions ordinaires achetables aux termes des présentes à l'exercice d'un Droit immédiatement avant cette émission, le tout sous réserve d'autres rajustements prévus aux présentes.
- g) Malgré tout rajustement ou changement du prix d'exercice ou du nombre d'actions ordinaires émissibles à l'exercice des Droits, les certificats de Droits émis jusqu'alors ou par la suite peuvent continuer d'exprimer le prix d'exercice par action ordinaire et le nombre d'actions ordinaires qui étaient exprimés dans les certificats de Droits initiaux émis aux termes des présentes.
- h) Dans le cas où le présent paragraphe 2.3 exige qu'un rajustement du prix d'exercice prenne effet à une date de référence pour un événement précis, Stelco peut choisir de reporter jusqu'à la survenance de cet événement l'émission au détenteur de tout Droit exercé après cette date de référence du nombre d'actions ordinaires ou d'autres titres de Stelco, le cas échéant, émissibles à cet exercice en excédent du nombre d'actions ordinaires ou d'autres titres de Stelco, le cas échéant, émissibles à cet exercice en fonction du prix d'exercice en vigueur avant ce rajustement. Toutefois, Stelco doit remettre à ce détenteur un document pertinent attestant le droit de ce détenteur de recevoir les actions supplémentaires (fractions d'action ou autres) ou d'autres titres à la survenance de l'événement qui exige ce rajustement.
- i) Malgré toute disposition contraire du présent paragraphe 2.3, Stelco aura le droit de faire les réductions du prix d'exercice, en sus des autres rajustements qu'exige expressément le présent paragraphe 2.3, dans la mesure où le conseil d'administration le juge de bonne foi souhaitable afin que :
  - i) tout regroupement ou toute division des actions ordinaires;
  - ii) toute émission (en totalité ou en partie contre du comptant) d'actions ordinaires ou de titres qui selon leurs modalités sont convertibles en actions ordinaires ou échangeables contre des actions ordinaires;
  - iii) tout dividende en actions; ou
  - iv) toute émission de droits, d'options ou de bons de souscription mentionnée au présent paragraphe 2.3

que Stelco effectue par la suite aux détenteurs de ses actions ordinaires, ne soit pas impossible pour ces actionnaires.

## **2.4 Date de prise d'effet de l'exercice**

Toute personne au nom de qui un certificat d'actions ordinaires ou d'autres titres, le cas échéant, est émis lors de l'exercice de Droits est réputée, à toutes fins utiles, être le détenteur inscrit des actions ordinaires ou autres titres, le cas échéant, attestés par ce certificat, et ce certificat portera la date à laquelle le certificat de Droits attestant ces droits a été dûment remis conformément à l'alinéa 2.2d) (avec sa formule d'exercice dûment remplie) et à laquelle le prix d'exercice de ces Droits (plus les taxes de transfert et autres frais exigés du détenteur par l'État relativement à l'exercice des Droits) a été acquitté; étant entendu toutefois que si la remise du certificat de Droits et le paiement précité ont lieu un jour où les registres de transfert des actions ordinaires de Stelco sont fermés, l'intéressé est réputé devenir le détenteur inscrit de ces actions le jour ouvrable suivant où les registres susmentionnés sont ouverts et ce certificat portera la date de ce jour ouvrable suivant.



## **2.5 Signature, authentification, livraison et date des certificats de Droits**

- a) Les certificats de Droits sont signés au nom de Stelco par son président du conseil, son président ou l'un de ses vice-présidents et par son secrétaire ou tout secrétaire adjoint; ils portent le sceau de Stelco. La signature de l'un ou l'autre de ces dirigeants sur les certificats de Droits peut être apposée manuellement ou reproduite mécaniquement. Les certificats de Droits portant la signature manuelle ou mécanique des personnes antérieurement habiles à les signer obligent Stelco, même si une ou plusieurs de ces personnes n'avaient plus ce pouvoir quand les certificats de Droits ont été contresignés et livrés.
- b) Dès qu'elle a connaissance de la libération des Droits, Stelco en informe l'agent d'émission des Droits et lui remet, pour contresignature, les certificats de Droits signés par Stelco; l'agent d'émission des Droits les contresigne (à la main ou par reproduction mécanique, d'une manière satisfaisant Stelco) et les fait parvenir aux détenteurs de Droits conformément à l'alinéa 2.2c) des présentes. Aucun certificat de Droits n'est valable, à quelque fin que ce soit, tant qu'il n'a pas été contresigné par l'agent d'émission des Droits comme il est susmentionné.
- c) Chaque certificat de Droits porte la date à laquelle il a été contresigné.

## **2.6 Inscription, transfert et échange**

- a) Stelco fera tenir un registre (le « registre des Droits ») dans lequel, sous réserve des règlements qu'elle peut raisonnablement imposer, elle fera inscrire et transférer les Droits. L'agent d'émission des Droits est par les présentes nommé agent chargé de la tenue du registre des Droits (l'« agent chargé de la tenue du registre des Droits ») où il inscrit les Droits et les transferts de Droits conformément aux présentes et il accepte par les présentes cette nomination. Si l'agent d'émission des Droits cesse d'être chargé de la tenue du registre des Droits, il conservera le droit d'examiner ce registre à tout moment raisonnable.

Après la libération des Droits et avant l'expiration des Droits, sur présentation d'un certificat de Droits aux fins d'inscription de transfert ou d'échange et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2.6c), Stelco signera et l'agent d'émission des Droits contresignera à la main et remettra, au nom du détenteur ou du ou des cessionnaires désignés, conformément aux directives du détenteur, un ou plusieurs nouveaux certificats de Droits attestant au total le même nombre de Droits que les certificats de Droits ainsi remis.

- b) Tous les Droits émis lors de l'inscription du transfert ou de l'échange des certificats de Droits constituent des obligations valides de Stelco, et ces Droits ont, conformément à la présente convention, les mêmes avantages que les Droits qui ont été remis au moment de l'inscription du transfert ou de l'échange.
- c) Tous les certificats de Droits remis aux fins d'inscription d'un transfert ou d'un échange doivent être dûment endossés ou être accompagnés d'une déclaration écrite de transfert, sous une forme convenant à Stelco ou à l'agent d'émission des Droits, selon le cas, dûment signée par son détenteur ou son fondé de pouvoir dûment autorisé par écrit. Pour émettre un nouveau certificat de Droits en application du présent paragraphe 2.6, Stelco peut exiger le paiement d'une somme suffisante pour couvrir les taxes et autres frais exigés par l'État à l'égard de l'opération ainsi que toute autre dépense connexe (y compris la rémunération et les frais raisonnables de l'agent d'émission des Droits).

## **2.7 Certificats de Droits mutilés, détruits, perdus ou volés**

- a) Sur présentation à l'agent d'émission des Droits, avant l'expiration des Droits, d'un certificat de Droits mutilé, Stelco signe et l'agent d'émission des Droits contresigne et livre en échange un nouveau certificat de Droits attestant le même nombre de Droits que le certificat de Droits ainsi présenté.
- b) Si Stelco et l'agent d'émission des Droits reçoivent avant l'expiration des Droits :

- i) une preuve qu'ils jugent raisonnablement satisfaisante de la destruction, de la perte ou du vol d'un certificat de Droits; et
- ii) la garantie ou l'indemnité qu'ils peuvent raisonnablement exiger pour se protéger ou protéger leurs mandataires,

en l'absence d'un avis leur indiquant que le certificat de Droits en cause a été acquis de bonne foi par un tiers, Stelco signe et, sur demande de Stelco, l'agent d'émission des Droits contresigne et livre, en remplacement du certificat de Droits détruit, perdu ou volé, un nouveau certificat de Droits attestant le même nombre de Droits que celui qui a été détruit, perdu ou volé.

- c) Pour émettre un nouveau certificat de Droits en application du présent paragraphe 2.7, Stelco peut exiger le paiement d'une somme suffisante pour couvrir les taxes et autres frais exigés par l'État à l'égard de l'opération ainsi que toute autre dépense connexe (y compris la rémunération et les frais raisonnables de l'agent d'émission des Droits).
- d) Tout nouveau certificat de Droits émis, en application du présent paragraphe 2.7, en remplacement d'un certificat de Droits détruit, perdu ou volé, atteste l'obligation contractuelle de Stelco, qu'un tiers puisse ou non faire valoir ultérieurement les Droits attestés par le certificat détruit, perdu ou volé, et confère à son détenteur tous les avantages stipulés par la présente convention, également et proportionnellement avec les détenteurs de tous les autres Droits dûment émis en vertu des présentes.

## **2.8 Propriétaires de Droits présumés**

Stelco, l'agent d'émission des Droits et leurs mandataires peuvent présumer que la personne au nom de qui un certificat de Droits (ou, avant la libération des Droits, le certificat d'actions ordinaires auquel il est attaché) est inscrit est le propriétaire absolu de ce certificat et des Droits qu'il atteste à toutes fins utiles. Dans la présente convention, à moins d'indication contraire du contexte, le terme « détenteur » de tout Droit désigne le détenteur inscrit de ce Droit (ou, jusqu'à la libération des Droits, le détenteur inscrit de l'action ordinaire à laquelle il est attaché).

## **2.9 Livraison et annulation des certificats**

Tous les certificats de Droits remis à l'exercice ou au rachat, à l'inscription d'un transfert ou d'un échange doivent, s'ils sont remis à toute autre personne que l'agent d'émission des Droits, être transmis à ce dernier qui doit les annuler sans délai. Stelco peut en tout temps remettre à des fins d'annulation à l'agent d'émission des Droits, des certificats de Droits antérieurement contresignés et livrés conformément aux présentes et acquis par elle d'une façon quelconque; tous ces certificats de Droits doivent être aussitôt annulés par l'agent d'émission des Droits. Aucun certificat de Droits ne peut être contresigné en remplacement ou en échange d'un certificat de Droits annulé conformément au présent paragraphe 2.9 si la présente convention ne l'autorise pas expressément. Sous réserve des lois applicables, l'agent d'émission des Droits doit détruire tous les certificats de Droits annulés et remettre à Stelco une attestation de destruction.

## **2.10 Accord des détenteurs de Droits**

En acceptant les Droits, tous les détenteurs de Droits conviennent avec Stelco et l'agent d'émission des Droits ainsi qu'avec tous les autres détenteurs de Droits :

- a) d'être liés et régis par les dispositions de la présente convention, modifiée de temps à autre conformément aux modalités des présentes, à l'égard de tous les Droits détenus;
- b) qu'avant la libération des Droits, chaque Droit pourra être transféré uniquement dans le cadre d'un transfert du certificat des actions ordinaires auquel le Droit est attaché;
- c) qu'après la libération des Droits, les certificats de Droits pourront être transférés uniquement dans le registre des Droits prévu aux présentes;



- d) que jusqu'à la présentation régulière d'un certificat de Droits (ou, avant la libération des Droits, du certificat d'actions ordinaires auquel les Droits sont attachés) aux fins d'inscription du transfert, Stelco, l'agent d'émission des Droits et leurs mandataires peuvent considérer que la personne au nom de qui ce certificat de Droits (ou, avant la libération des Droits, le certificat d'actions ordinaires auquel les Droits sont attachés) est inscrit en est le propriétaire absolu (malgré toute indication de propriété ou autre mention portée par écrit sur le certificat de Droits ou sur le certificat d'actions ordinaires auquel les Droits sont attachés par toute autre personne que Stelco ou l'agent d'émission des Droits) à toutes fins utiles et ni Stelco ni l'agent d'émission des Droits ne sont liés par un avis contraire;
- e) que ce détenteur de Droits a renoncé à son droit de recevoir des fractions de Droit ou des fractions d'action ou d'autres titres à l'exercice d'un Droit (sauf disposition contraire des présentes);
- f) que malgré toute disposition contraire des présentes, ni Stelco ni l'agent d'émission des Droits n'ont de responsabilité envers tout détenteur de Droits ou toute autre personne par suite de leur incapacité de s'acquitter de l'une ou l'autre de leurs obligations aux termes de la présente convention en raison d'une injonction provisoire ou permanente ou de tout autre décret, ordonnance ou décision rendu par un tribunal compétent ou par une agence ou une commission gouvernementale, réglementaire ou administrative, ou de toute loi, toute règle, tout règlement ou tout décret promulgué ou adopté par une autorité gouvernementale et interdisant ou restreignant autrement l'exécution de cette obligation; et
- g) que, sous réserve des dispositions du paragraphe 5.4, sans l'approbation des détenteurs de Droits ou d'actions ordinaires et de la seule autorité du conseil d'administration agissant de bonne foi, la présente convention peut être complétée ou modifiée de temps à autre selon les dispositions des présentes.

## **2.11 Détenteurs de certificats de Droits non présumés actionnaires**

Aucun détenteur de Droits ou de certificats de Droits n'a, en tant que tel, le droit de voter, de recevoir des dividendes ni d'être réputé à quelque fin que ce soit détenteur d'actions ordinaires ou de toute autre action ou de tout autre titre de Stelco qui peuvent à tout moment être émis à l'exercice des Droits qu'ils attestent, et aucune disposition des présentes ni aucun certificat de Droits n'est censé ni n'est réputé conférer au détenteur de tout Droit ou de tout certificat de Droits, en tant que tel, un droit, titre, avantage ou privilège d'un détenteur d'actions ordinaires ou de toute autre action ou de tout autre titre de Stelco ou un droit de voter à toute assemblée des actionnaires de Stelco, que ce soit pour l'élection des administrateurs ou autrement ou sur toute question soumise aux détenteurs d'actions ordinaires ou d'autres actions de Stelco à leur assemblée, ou de donner ou refuser un consentement à toute mesure de Stelco ou de recevoir avis de convocation à toute assemblée ou de toute autre mesure touchant les détenteurs d'actions ordinaires ou d'autres actions de Stelco, sauf disposition contraire des présentes, ni de recevoir des dividendes, des distributions ou des droits de souscription, ni autrement, tant que le ou les Droits attestés par les certificats de Droits n'ont pas été dûment exercés conformément aux dispositions des présentes.

## **ARTICLE 3 — RAJUSTEMENTS APPORTÉS AUX DROITS LORS DE CERTAINES OPÉRATIONS**

### **3.1 Acquisition importante**

- a) Sous réserve de l'alinéa 3.1 b) et du paragraphe 5.1, s'il se produit avant l'expiration des Droits une acquisition importante, chaque Droit constitue, à compter de la fermeture des bureaux le huitième jour de Bourse après la date d'acquisition d'actions, le droit d'acheter de Stelco, lors de l'exercice du Droit conformément à ses modalités, le nombre d'actions ordinaires ayant une valeur globale, selon le cours en vigueur à la date de réalisation ou de survenance de cette acquisition importante, égale au double du prix d'exercice contre un montant au comptant égal au prix d'exercice (étant entendu que ce droit pourra être convenablement rajusté d'une manière analogue

au rajustement applicable prévu au paragraphe 2.3 si, après l'acquisition importante, il se produit un fait semblable à ceux dont fait état le paragraphe 2.3).

- b) Malgré toute disposition contraire de la présente convention, en cas d'acquisition importante, les Droits qui, à la libération des Droits ou, si elle est antérieure, à la date d'acquisition d'actions, sont ou étaient la propriété réelle :
- i) d'un acquéreur important (ou d'un membre du groupe d'un acquéreur important ou d'une personne avec qui un acquéreur important a des liens ou d'une personne agissant conjointement ou de concert avec un acquéreur important ou tout membre de son groupe ou toute personne avec qui il a des liens); ou
  - ii) d'un cessionnaire de Droits, directement ou indirectement, d'un acquéreur important (ou d'un membre du groupe d'un acquéreur important ou d'une personne avec qui un acquéreur important a des liens ou d'une personne agissant conjointement ou de concert avec un acquéreur important ou tout membre de son groupe ou toute personne avec qui il a des liens), lorsque ce cessionnaire devient cessionnaire en même temps ou après que l'acquéreur important le devient dans un transfert que le conseil d'administration a jugé faire partie du plan ou de l'arrangement d'un acquéreur important (ou d'un membre du groupe d'un acquéreur important ou d'une personne avec qui un acquéreur important a des liens ou d'une personne agissant conjointement ou de concert avec un acquéreur important ou tout membre de son groupe ou toute personne avec qui il a des liens), qui a pour objet ou pour effet de contourner le sous-alinéa, 3.1b)i),

seront nuls et sans effet sans autre mesure, et les détenteurs de ces Droits (y compris les cessionnaires) ne pourront plus par la suite exercer aucun des Droits conférés par les dispositions de la présente convention et n'auront par la suite aucun autre droit à l'égard des Droits, que ce soit aux termes des dispositions de la présente convention ou autrement.

- c) À compter de la libération des Droits, Stelco prendra toutes les mesures qu'elle juge nécessaires et en son pouvoir pour s'assurer du respect des dispositions du paragraphe 3.1, notamment toutes les mesures qui peuvent être exigées pour respecter les exigences de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) et des États-Unis et de chacun de ses États et des lois en matière de valeurs mobilières ou lois comparables de chacune des provinces du Canada relativement à l'émission d'actions ordinaires lors de l'exercice des Droits conformément à la présente convention.
- d) Les certificats de Droits attestant des Droits appartenant en propriété réelle à une personne décrite aux sous-alinéas 3.1b)i) ou ii) ou transférés à un prête-nom de cette personne et les certificats de Droits émis au transfert, à l'échange, au remplacement ou au rajustement de tout autre certificat de Droits mentionné dans la présente phrase comporteront la mention suivante :

Les Droits attestés par le présent certificat de Droits ont été émis à une personne qui était acquéreur important ou un membre de son groupe ou une personne avec qui il a des liens (ces termes étant définis dans la convention du régime de Droits des actionnaires) ou à une personne qui a agi conjointement ou de concert avec un acquéreur important ou un membre de son groupe ou une personne avec qui il a des liens. Le présent certificat de Droits et les Droits qu'il atteste deviennent nuls et sans effet dans les circonstances prévues à l'alinéa 3.1b) de la convention du régime de Droits des actionnaires.

Il est toutefois entendu que l'agent d'émission des Droits n'est pas tenu de vérifier l'existence des faits nécessitant l'apposition de cette mention, mais il ne doit l'apposer que si Stelco lui en a fait la demande par écrit ou si, lors d'un transfert ou d'un échange, le détenteur n'atteste pas dans l'espace prévu à cette fin sur le certificat de Droits que ce détenteur n'est pas une personne décrite dans cette mention.

## ARTICLE 4 — L'AGENT D'ÉMISSION DES DROITS

### 4.1 Généralités

- a) Stelco confère par les présentes à l'agent d'émission des Droits, qui l'accepte, le mandat d'agir en qualité d'agent pour elle et pour les détenteurs des Droits conformément aux conditions des présentes. Stelco peut de temps à autre nommer les co-agents d'émission des Droits (« **co-agents d'émission des Droits** ») qu'elle juge nécessaires ou souhaitables, sous réserve de l'approbation de l'agent d'émission des Droits. Si Stelco nomme un ou plusieurs co-agents d'émission des Droits, le mandat de chacun et de l'agent d'émission des Droits sera fixé par elle, sous réserve de l'approbation de l'agent d'émission des Droits et du co-agent d'émission concerné. Stelco s'engage à payer toute la rémunération et les frais raisonnables (notamment les honoraires d'avocats et débours) de l'agent d'émission des Droits à l'égard de l'exécution de son mandat aux termes de la présente convention. Stelco s'engage aussi à indemniser l'agent d'émission des Droits, ses employés, administrateurs, dirigeants et mandataires et à les tenir à couvert de toute perte, obligation ou dépense que pourraient leur attirer, sans négligence, mauvaise foi ni faute intentionnelle de leur part, leurs actes ou omissions dans l'acceptation et l'administration de la présente convention, y compris les frais et dépenses liés à la défense contre toute allégation de responsabilité; ce droit d'indemnisation survivra à la résiliation de la présente convention et à la démission ou à la révocation de l'agent d'émission des Droits.
- b) L'agent d'émission des Droits n'assume aucune responsabilité pour les actes ou omissions effectués dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente convention en se fiant à un certificat d'actions ordinaires, à un certificat de Droits, à un certificat d'autres titres de Stelco, à un instrument de cession ou de transfert, à une procuration, un endossement, une déclaration, une lettre, un avis, une opinion, une directive, un consentement, une attestation ou tout autre document qu'il pensait authentique et signé, authentifié et attesté, au besoin, par la ou les personnes compétentes.
- c) Stelco informe l'agent d'émission des Droits en temps opportun des événements qui peuvent influencer de façon importante sur l'administration de la présente convention par l'agent d'émission des Droits et doit, sur demande, fournir à l'agent d'émission des Droits une attestation de fonction concernant les dirigeants du moment de Stelco.

### 4.2 Fusion ou regroupement touchant l'agent d'émission des Droits; changement de dénomination de l'agent d'émission des Droits

- a) Toute société avec laquelle l'agent d'émission des Droits peut être fusionné ou regroupé, toute société née d'une fusion, d'un arrangement légal ou d'un regroupement auquel l'agent d'émission des Droits est partie, ou toute société ayant succédé à l'entreprise de services aux actionnaires de l'agent d'émission des Droits sera son successeur aux termes de la présente convention, sans qu'ait été signé ou déposé aucun document ni prise aucune mesure par l'une quelconque des parties aux présentes, pourvu que le successeur remplisse les conditions requises pour être nommé tel, conformément aux dispositions du paragraphe 4.4 des présentes. Si au moment où il prend en charge les fonctions prévues aux présentes, certains certificats de Droits avaient été contresignés mais non livrés, l'agent d'émission des Droits successeur peut conserver la contresignature de son prédécesseur et livrer ces certificats. Si l'agent d'émission des Droits successeur dispose encore de certificats de Droits qui n'ont pas été contresignés, il peut les contresigner au nom de son prédécesseur ou en son nom propre; dans toutes ces circonstances, les certificats de Droits en cause ont les pleins effets des certificats de Droits visés par la présente convention.
- b) Si la dénomination de l'agent d'émission des Droits change et que certains certificats de Droits avaient alors été contresignés mais non livrés, l'agent d'émission des Droits pourra utiliser la contresignature selon sa dénomination antérieure et livrer ces certificats; s'il dispose encore de certificats de Droits qui n'avaient pas été contresignés, l'agent d'émission des Droits pourra les

contresigner selon sa dénomination antérieure ou selon la nouvelle; dans toutes ces circonstances, les certificats de Droits en cause ont les pleins effets des certificats de Droits visés par la présente convention.

#### **4.3 Mandat de l'agent d'émission des Droits**

L'agent d'émission des Droits s'engage à remplir le mandat et les obligations que lui impose la présente convention aux conditions suivantes qui lient Stelco et les détenteurs de certificats d'actions ordinaires et de certificats de Droits qui acceptent ces certificats :

- a) L'agent d'émission des Droits peut engager et consulter des conseillers juridiques (qui peuvent être ceux de Stelco) ou d'autres experts ou conseillers comme l'agent d'émission des Droits le juge nécessaire pour l'exécution de son mandat aux termes de la présente convention, conseillers juridiques ou autres experts ou conseillers dont l'opinion l'autorise et le protège sans restriction pourvu qu'il agisse de bonne foi et conformément à cette opinion.
- b) Si, dans l'exécution de son mandat aux termes de la présente convention, l'agent d'émission des Droits juge nécessaire ou souhaitable de faire établir ou confirmer un fait par Stelco avant d'agir ou de laisser agir, il peut considérer que le fait est établi ou confirmé de façon concluante s'il reçoit une attestation (à moins que les présentes n'imposent expressément une autre preuve) signée par une personne qu'il croit être président du conseil, président, vice-président, trésorier, secrétaire ou secrétaire adjoint de Stelco; l'attestation doit autoriser sans restriction l'agent d'émission des Droits relativement à tout acte conforme à la présente convention qu'il accomplit ou tolère de bonne foi.
- c) En vertu des présentes, l'agent d'émission des Droits est responsable de sa propre négligence, mauvaise foi ou faute intentionnelle.
- d) L'agent d'émission des Droits n'est en aucun cas responsable des déclarations ou mentions que contiennent la présente convention ou les certificats d'actions ordinaires ou les certificats de Droits (sauf quant à la contresignature) et il n'est pas tenu de les vérifier; ces déclarations et mentions sont réputées avoir été faites exclusivement par Stelco.
- e) L'agent d'émission des Droits n'est en aucun cas responsable de la validité de la présente convention, de sa signature et de sa livraison (sauf à l'égard de ses propres pouvoirs, de sa propre signature et de la livraison par lui-même) ni de la validité ou de la signature des certificats d'actions ordinaires ou des certificats de Droits (sauf quant à leur contresignature) ni de toute violation par Stelco des engagements ou conditions stipulés dans la présente convention ou dans les certificats de Droits ni des modifications apportées au privilège d'exercice des Droits (y compris la nullité des Droits en application de l'alinéa 3.1b) des présentes) ni des rajustements stipulés au paragraphe 2.3 des présentes ni du mode d'application ou de la méthode de calcul ou du montant des rajustements ni de la vérification de l'existence de faits nécessitant un rajustement (sauf relativement à l'exercice des Droits après réception de l'attestation visée au paragraphe 2.3, décrivant le rajustement). Il n'est en aucun cas réputé avoir agi d'une façon qui constitue une déclaration ou une garantie relativement à l'autorisation d'émettre des actions ordinaires en application de la présente convention ou des Droits ou relativement au fait que des actions ordinaires seront, dès leur émission, dûment et valablement autorisées, signées, émises et livrées et seront entièrement libérées.
- f) Stelco s'engage à faire, à signer, à recevoir ou à livrer ou à faire faire, signer, recevoir ou livrer tout acte, document ou garantie que peut raisonnablement demander l'agent d'émission des Droits dans le but de s'acquitter de son mandat et de respecter les dispositions de la présente convention.
- g) L'agent d'émission des Droits est autorisé et avisé par les présentes d'accepter, dans l'exécution de son mandat, les directives écrites de toute personne qu'il croit être président du conseil, président, vice-président, trésorier, secrétaire ou secrétaire adjoint de Stelco et de demander des conseils ou des directives à ces personnes pour s'acquitter de son mandat; il n'est en aucun cas responsable s'il agit de bonne foi conformément aux directives de ces personnes.

- h) L'agent d'émission des Droits ainsi que ses actionnaires, administrateurs, dirigeants et employés peuvent acheter, vendre ou autrement aliéner des actions ordinaires, des Droits ou d'autres titres de Stelco; ils peuvent participer financièrement à toute opération dans laquelle Stelco a un intérêt, contracter avec Stelco, lui prêter de l'argent et autrement agir aussi pleinement et librement que si l'agent d'émission des Droits n'avait pas cette qualité. Aucune disposition des présentes n'empêche l'agent d'émission des Droits d'agir à un autre titre pour Stelco ou pour toute autre entité juridique.
- i) L'agent d'émission des Droits peut exercer lui-même ou déléguer tous les droits et pouvoirs et s'acquitter lui-même ou par délégation des obligations que lui confèrent les présentes; sa responsabilité à l'égard des actes, omissions, négligence ou fautes de ses mandataires et des pertes qu'ils pourraient causer à Stelco se limite à l'obligation d'exercer une diligence raisonnable dans le choix de ces personnes et dans le maintien de leur emploi.

#### **4.4 Changement d'agent d'émission des Droits**

L'agent d'émission des Droits peut démissionner de ses fonctions et être libéré des obligations que lui impose la présente convention sur préavis écrit de 60 jours (ou tout délai plus court que Stelco accepte) et posté à Stelco et à chaque agent des transferts des actions ordinaires par courrier recommandé ou poste certifiée. Stelco peut révoquer l'agent d'émission des Droits sur préavis écrit de 30 jours posté à l'agent d'émission des Droits et à chaque agent des transferts des actions ordinaires par courrier recommandé ou poste certifiée. Si l'agent d'émission des Droits devait démissionner ou être révoqué, ou s'il devenait incapable d'agir pour tout autre motif, Stelco lui désignera un successeur. Si elle ne le fait pas dans les 30 jours suivant la révocation ou suivant la réception d'un avis écrit de démission ou d'incapacité donné par l'agent d'émission des Droits, l'agent d'émission des Droits démissionnaire ou tout détenteur de Droits peut, moyennant préavis écrit à Stelco (lequel détenteur doit, avec l'avis, remettre son certificat de Droits, le cas échéant, pour que Stelco puisse l'examiner), demander à un tribunal compétent de nommer un nouvel agent d'émission des Droits. L'agent d'émission des Droits successeur nommé par Stelco ou par un tribunal doit être une société constituée selon les lois du Canada ou de l'une de ses provinces, et autorisée à agir comme société de fiducie dans la province d'Alberta. Une fois nommé, l'agent d'émission des Droits successeur est investi, sans autre formalité, des pouvoirs, droits, fonctions et responsabilités qu'il aurait eus s'il avait été désigné à ce titre à l'origine. Sur réception des honoraires et frais impayés et exigibles aux termes de la présente convention, l'ancien agent d'émission des Droits doit alors lui remettre et lui transférer tous les biens qu'il détient en vertu des présentes, et signer et livrer les autres confirmations, transports, actes et documents nécessaires à cette fin. Au plus tard à la date de prise d'effet de la nomination, Stelco en avise par écrit l'ancien agent d'émission des Droits ainsi que chaque agent des transferts des actions ordinaires et elle poste par la suite un avis écrit à cet effet aux détenteurs de Droits conformément au paragraphe 5.9. L'absence ou l'irrégularité de tout avis visé au présent paragraphe 4.4 n'entache pas la légalité ni la validité de la démission ou de la révocation de l'agent d'émission des Droits ni de la nomination de son successeur, selon le cas. Il est précisé pour plus de certitude que tout avis que l'agent d'émission des Droits envoie aux détenteurs des Droits aux termes de la présente convention après sa démission ou sa révocation est envoyé aux frais de Stelco.

### **ARTICLE 5 — DIVERS**

#### **5.1 Rachat et renonciation**

- a) Jusqu'à la survenance d'une acquisition importante, le conseil d'administration peut de bonne foi, sur préavis écrit remis à l'agent d'émission des Droits, renoncer à l'application du paragraphe 3.1 relativement à la survenance d'une acquisition importante donnée qui découlerait d'une offre publique d'achat faite au moyen d'une note d'information adressée à tous les détenteurs d'actions comportant droit de vote d'une catégorie (étant précisé pour plus de certitude que cela ne comprend pas les circonstances décrites à l'alinéa 5.1h)); étant entendu que si le conseil d'administration renonce à l'application du paragraphe 3.1 relativement à une acquisition importante donnée aux termes du présent alinéa 5.1a), il est réputé avoir renoncé à l'application du paragraphe 3.1 relativement à n'importe quelle autre acquisition importante se produisant en raison



d'une offre publique d'achat faite au moyen d'une note d'information adressée à tous les détenteurs d'actions comportant droit de vote avant l'expiration d'une offre publique d'achat à l'égard de laquelle une renonciation est accordée ou est réputée avoir été accordée aux termes du présent alinéa 5.1a).

- b) Sous réserve du consentement préalable des détenteurs d'actions comportant droit de vote ou des Droits obtenu comme il est prévu aux alinéas 5.4 b) ou c), le conseil d'administration peut de bonne foi, à n'importe quel moment avant que les dispositions du paragraphe 3.1 ne s'appliquent par suite de la survenance d'une acquisition importante, choisir de racheter la totalité uniquement des Droits en circulation au prix de rachat de 0,001 \$ le Droit rajusté convenablement d'une manière analogue au rajustement applicable prévu au paragraphe 2.3 si un cas de type analogue à l'un ou l'autre des événements décrits au paragraphe 2.3 s'est produit (ce prix de rachat étant appelé aux présentes le « prix de rachat »).
- c) Lorsqu'une personne acquiert aux termes d'une offre permise, d'une offre permise concurrente ou d'une acquisition dispensée aux termes du paragraphe 5.1a) des actions comportant droit de vote en circulation, sauf des actions comportant droit de vote que cette personne détient en propriété réelle à la date de l'offre permise, de l'offre permise concurrente ou de l'acquisition dispensée aux termes de l'alinéa 5.1a), le conseil d'administration est sur-le-champ, dès la réalisation de cette acquisition, sans autre formalité et sans approbation aux termes de l'alinéa 5.4b) ou c), réputé avoir choisi de racheter les Droits au prix de rachat.
- d) Lorsqu'une offre publique d'achat qui n'est pas une acquisition aux termes d'une offre permise est retirée ou prend autrement fin après la libération des Droits et avant la survenance d'une acquisition importante, le conseil d'administration peut choisir de racheter tous les Droits en circulation au prix de rachat.
- e) Si le conseil d'administration est réputé avoir choisi aux termes de l'alinéa 5.1c) ou choisit aux termes de l'alinéa 5.1b) ou d), de racheter les Droits, le droit d'exercer les Droits prendra immédiatement fin sans autre mesure ni avis et le seul droit par la suite des détenteurs de Droits sera de recevoir le prix de rachat.
- f) Dans les dix jours après que le conseil d'administration est réputé aux termes de l'alinéa 5.1c) avoir choisi, ou a choisi aux termes de l'alinéa 5.1b) ou d), de racheter les Droits, Stelco doit donner avis du rachat aux détenteurs des Droits alors en circulation en leur postant un avis à leur dernière adresse figurant dans les registres de l'agent d'émission des Droits ou, avant la libération des Droits, dans le registre de l'agent des transferts des actions comportant droit de vote.
- g) Dès le rachat des Droits aux termes de l'alinéa 5.1d), toutes les dispositions de la présente convention continuent de s'appliquer comme si la libération des Droits ne s'était pas produite et comme si les certificats de Droits attestant le nombre de Droits détenus par chaque détenteur inscrit d'actions ordinaires à la libération des Droits ne leur avaient pas été postés et aux fins de la présente convention, la libération des Droits est réputée ne pas avoir eu lieu.
- h) Le conseil d'administration peut renoncer à l'application du paragraphe 3.1 relativement à la survenance d'une acquisition importante s'il juge, dans le délai de huit jours de Bourse suivant une date d'acquisition d'actions, qu'une personne est devenue acquéreur important par inadvertance et sans intention de le devenir ou sans savoir qu'elle le deviendrait aux termes de la présente convention et, si le conseil d'administration accorde une telle renonciation, cette date d'acquisition d'actions est réputée ne pas avoir eu lieu. Une telle renonciation aux termes du présent alinéa 5.1h) doit être faite à la condition que cette personne, dans un délai de 14 jours suivant la décision susmentionnée du conseil d'administration ou à toute date antérieure ou ultérieure que le conseil d'administration peut fixer (la « date d'aliénation »), ait réduit sa propriété réelle d'actions comportant droit de vote de sorte que la personne ne soit plus un acquéreur important. Si la personne demeure un acquéreur important à la fermeture des bureaux à la date d'aliénation, cette date est réputée être la date de la survenance d'une autre date d'acquisition d'actions et le paragraphe 3.1 s'y applique.

## **5.2 Expiration**

Aucune personne n'a de droits aux termes de la présente convention ou à l'égard de tout Droit après l'expiration des Droits, sauf l'agent d'émission des Droits comme le prévoit l'alinéa 4.1a) de la présente convention.

## **5.3 Émission de nouveaux certificats de Droits**

Malgré toute disposition contraire de la présente convention ou des Droits, Stelco peut, à son gré, émettre de nouveaux certificats de Droits attestant des Droits, sous toute forme que le conseil d'administration peut approuver, pour tenir compte du rajustement ou du changement du nombre, du type ou de la catégorie de titres achetables à l'exercice des Droits effectué conformément aux dispositions de la présente convention.

## **5.4 Ajouts et modifications**

- a) Stelco peut apporter des modifications à la présente convention pour corriger toute erreur d'écritures ou de typographie ou encore, sous réserve de l'alinéa 5.4e), qui sont nécessaires pour maintenir la validité de la convention par suite de tout changement des lois applicables ou des règlements pris en vertu des lois applicables. Stelco peut, avant la date de l'assemblée des actionnaires mentionnée au paragraphe 5.15, compléter ou modifier la présente convention sans l'approbation des détenteurs de Droits ou d'actions comportant droit de vote pour apporter tout changement que le conseil d'administration juge de bonne foi nécessaire ou souhaitable. Malgré toute disposition contraire du présent paragraphe 5.4, aucun ajout ni aucune modification ne peut être fait aux dispositions de l'article 4 sauf avec l'accord écrit de l'agent d'émission des Droits.
- b) Sous réserve de l'alinéa 5.4a), Stelco peut, avec le consentement préalable des détenteurs d'actions comportant droit de vote obtenu comme il est prévu ci-après, à tout moment avant la libération des Droits, modifier ou annuler l'une ou l'autre des dispositions de la présente convention et des Droits (que cette mesure touche ou non défavorablement et de façon importante les intérêts des détenteurs de Droits en général). Ce consentement est réputé avoir été donné s'il est accordé par les détenteurs d'actions comportant droit de vote à une assemblée extraordinaire, laquelle assemblée extraordinaire est convoquée et tenue conformément aux lois applicables et aux obligations réglementaires et aux obligations prévues dans les statuts et règlements administratifs de Stelco. Sous réserve du respect des obligations susmentionnées, le consentement est donné si la modification ou l'annulation proposée est autorisée par le vote affirmatif de la majorité des voix exprimées par les actionnaires indépendants présents ou représentés et ayant le droit de voter à l'assemblée extraordinaire.
- c) Stelco peut, avec le consentement préalable des détenteurs de Droits obtenu comme il est prévu ci-dessous, à tout moment après la libération des Droits et avant l'expiration des Droits, modifier, changer ou supprimer l'une ou l'autre des dispositions de la présente convention et des Droits (que cette mesure touche ou non défavorablement et de façon importante les intérêts des détenteurs de Droits en général), à condition qu'aucune modification, aucun changement ou aucune suppression ne puisse être fait aux dispositions de l'article 4 sauf avec l'accord écrit de l'agent d'émission des Droits. Ce consentement est réputé avoir été donné si cette modification, ce changement ou cette suppression est autorisé par le vote affirmatif de la majorité des voix exprimées par les détenteurs de Droits (sauf les détenteurs de Droits dont les Droits deviennent nuls et sans effet aux termes de la présente convention) à une assemblée des détenteurs.
- d) Les détenteurs de Droits sont réputés avoir donné leur consentement si la mesure à approuver est autorisée par le vote affirmatif des détenteurs de Droits présents ou représentés et ayant le droit de voter à une assemblée des détenteurs de Droits et représentant la majorité des voix exprimées à cet égard. Aux fins des présentes, chaque Droit en circulation (sauf un Droit qui est nul aux termes des dispositions des présentes) donne droit à une voix et la procédure à suivre pour la convocation, la tenue et le déroulement de l'assemblée est, dans la mesure du possible, celle qui

est prévue dans les règlements administratifs de Stelco et dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* relativement aux assemblées d'actionnaires de Stelco.

- e) Toute modification apportée par Stelco à la présente convention aux termes de l'alinéa 5.4a) qui est exigée pour maintenir la validité de la présente convention par suite de tout changement des lois applicables ou de leurs règlements d'application doit :
- i) si elle est faite avant la libération des Droits, être soumise aux actionnaires de Stelco à la prochaine assemblée des actionnaires et les actionnaires peuvent, à la majorité des voix mentionnée au paragraphe 5.4b), confirmer ou rejeter cette modification;
  - ii) si elle est faite après la libération des Droits, être soumise aux détenteurs de Droits à une assemblée devant être convoquée pour une date tombant au plus tard immédiatement après la prochaine assemblée des actionnaires de Stelco et les détenteurs de Droits peuvent, par résolution adoptée à la majorité des voix mentionnée au paragraphe 5.4d), confirmer ou rejeter cette modification.

Toute modification prend effet à compter de la date de la résolution du conseil d'administration adoptant cette modification, jusqu'à ce qu'elle soit confirmée ou rejetée ou jusqu'à ce qu'elle cesse d'avoir effet (tel qu'il est décrit dans la phrase qui suit), et dans le cas où cette modification serait confirmée, elle continue d'avoir effet sous la forme dans laquelle elle a été confirmée. Si cette modification est rejetée par les actionnaires ou les détenteurs de Droits ou n'est pas soumise aux actionnaires ou aux détenteurs de Droits comme requis, alors cette modification cesse d'avoir effet à compter de la fin de l'assemblée à laquelle elle a été rejetée ou à laquelle elle aurait dû être soumise mais ne l'a pas été ou à compter de la date de l'assemblée des détenteurs de Droits qui aurait dû avoir lieu mais n'a pas eu lieu, et aucune résolution ultérieure du conseil d'administration visant à modifier la présente convention essentiellement au même effet ne prend effet tant qu'elle n'a pas été confirmée par les actionnaires ou les détenteurs de Droits, selon le cas.

## **5.5 Fractions de Droit et fractions d'action**

- a) Stelco n'est pas tenue d'émettre des fractions de Droit ni de distribuer des certificats de Droits qui attestent des fractions de Droit. Après la libération des Droits, au lieu d'émettre des fractions de Droit, Stelco verse aux détenteurs inscrits de certificats de Droits (à condition que les Droits qu'attestent ces certificats de Droits ne soient pas nuls aux termes des dispositions de l'alinéa 3.1b) au moment où ces fractions de Droits seraient par ailleurs émissibles), un montant au comptant égal à la fraction du cours d'un Droit entier que la fraction de Droit qui aurait été autrement émissible représente par rapport à un Droit entier.
- b) Stelco n'est pas tenue d'émettre des fractions d'action ordinaire à l'exercice des Droits ni de distribuer des certificats qui attestent des fractions d'action ordinaire. En remplacement, Stelco verse aux détenteurs inscrits de certificats de Droits, à l'exercice de ces Droits comme il est prévu aux présentes, un montant au comptant égal à la fraction du cours d'une action ordinaire que la fraction d'une action ordinaire qui aurait été autrement émissible à l'exercice de ce Droit représente par rapport à une action ordinaire entière à la date de cet exercice.

## **5.6 Recours**

Sous réserve des dispositions de la présente convention, les recours visés par les présentes, à l'exception de ceux dont jouit exclusivement l'agent d'émission des Droits, sont accordés à tous les détenteurs de Droits. Tout détenteur de Droits peut, sans l'accord de l'agent d'émission des Droits ni des autres détenteurs de Droits, pour son propre compte et dans son propre intérêt ainsi que dans celui des autres détenteurs de Droits exercer tout droit, intenter toute poursuite contre Stelco et généralement agir pour exercer ses Droits de la façon stipulée dans ses Droits et dans la présente convention. Sans restreindre la portée générale de la présente disposition ou des recours que les détenteurs de Droits peuvent exercer, il est expressément reconnu qu'en cas de violation de la présente convention, les recours accordés aux détenteurs de Droits seraient insuffisants et que les détenteurs pourront demander l'exécution intégrale



des obligations au moyen d'injonctions contre toute violation existante ou possible des obligations de toute personne assujettie à la présente convention.

## **5.7 Approbations réglementaires**

Toute obligation de Stelco ou toute mesure ou tout événement prévu par la présente convention est sous réserve de la réception de toute approbation ou de tout consentement exigé d'une autorité d'État ou de réglementation et, notamment, des approbations nécessaires de la Bourse de Toronto et de la Bourse de Montréal doivent être obtenues, entre autres pour l'émission d'actions ordinaires à l'exercice des Droits aux termes de l'alinéa 2.2d).

## **5.8 Déclaration quant aux détenteurs non canadiens**

Si, de l'avis du conseil d'administration (qui peut se fier à l'avis de conseillers juridiques), une mesure ou un événement visé par la présente convention exige le respect par Stelco des lois en matière de valeurs mobilières ou des lois comparables d'un territoire à l'extérieur du Canada ou des États-Unis, le conseil d'administration agissant de bonne foi doit prendre les mesures qu'il juge à propos pour s'assurer de ce respect. Stelco ou l'agent d'émission des Droits n'est aucunement tenu d'émettre ou de livrer des Droits ou des titres émissibles à l'exercice des Droits à des personnes qui sont citoyens, résidents ou ressortissants de tout territoire, sauf le Canada ou les États-Unis, où cette émission ou livraison serait illégale sans l'inscription des personnes ou des titres pertinents à cette fin.

## **5.9 Avis**

- a) Les avis ou demandes que l'agent d'émission des Droits peut ou doit en vertu de la présente convention donner ou faire à tout détenteur de Droits ou à Stelco sont dûment donnés ou faites s'ils sont livrés, envoyés par courrier recommandé ou poste certifiée, sous pli affranchi (tant qu'une autre adresse n'a pas été déposée par écrit auprès de l'agent d'émission des Droits) ou télécopiés ou envoyés sous toute autre forme de communication électronique enregistrée, frais payés d'avance et confirmée par écrit, de la façon suivante :

Stelco Inc.  
C.P. 2030  
Hamilton (Ontario)  
L8N 3T1

À l'attention du secrétaire

N° de télécopieur : (905) 577-4412

- b) Les avis ou demandes que Stelco ou tout détenteur de Droits peut ou doit en vertu de la présente convention donner ou faire à l'agent d'émission des Droits sont dûment donnés ou faites s'ils sont livrés, envoyés par courrier recommandé ou poste certifiée, sous pli affranchi (tant qu'une autre adresse n'a pas été déposée par écrit auprès de Stelco) ou télécopiés ou envoyés sous toute autre forme de communication électronique enregistrée, frais payés d'avance et confirmée par écrit, de la façon suivante :

Compagnie Trust CIBC Mellon  
393 University Avenue  
5<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario)  
M5G 1E6

À l'attention de M. Warren Jansen

N° de télécopieur : (416) 643-5570

- c) Les avis ou demandes que Stelco ou l'agent d'émission des Droits peut ou doit en vertu de la présente convention donner ou faire à tout détenteur de Droits sont dûment donnés ou faites s'ils sont livrés, envoyés par courrier recommandé ou poste certifiée, sous pli affranchi, à l'adresse du

détenteur qui figure dans le registre de l'agent d'émission des Droits ou, avant la libération des Droits, dans le registre de Stelco pour ses actions ordinaires. Tout avis posté ou envoyé de la manière prévue aux présentes est réputé avoir été donné, que le détenteur le reçoive ou non.

- d) Tout avis donné conformément au présent paragraphe 5.9 est réputé avoir été donné et avoir été reçu le jour de la livraison, s'il est ainsi livré, le troisième jour ouvrable (exclusion faite des jours où il y a une interruption générale du service postal en raison de grève, de lock-out ou d'autre motif) suivant sa mise à la poste, s'il est ainsi posté, et le jour où il est télégraphié, télécopié ou envoyé par autre moyen de communication électronique enregistrée (à condition que cet envoi soit fait pendant les heures normales d'ouverture du destinataire un jour ouvrable et sinon, le premier jour ouvrable suivant). Stelco et l'agent d'émission des Droits peuvent changer leur adresse aux fins de remise d'avis en donnant un avis à l'autre partie de la manière prévue ci-dessus.

#### **5.10 Frais d'exécution**

Stelco s'engage en cas de manquement à ses obligations aux termes de la présente convention à rembourser le détenteur de Droits des frais et dépenses (y compris les honoraires d'avocat) qu'il aura engagés pour faire valoir ses droits aux termes des Droits ou de la présente convention.

#### **5.11 Successeurs**

Toutes les dispositions de la présente convention intéressant Stelco ou l'agent d'émission des Droits lient leurs successeurs et ayants droit respectifs et leur bénéficient.

#### **5.12 Avantages de la convention**

Aucune disposition de la présente convention ne confère à une personne autre que Stelco, l'agent d'émission des Droits et les détenteurs de Droits quelque droit ou recours que ce soit en droit ou en equity aux termes de la présente convention; de plus, la présente convention est exclusivement à l'avantage de Stelco, de l'agent d'émission des Droits et des détenteurs de Droits.

#### **5.13 Assujettissement**

La présente convention ainsi que chaque Droit émis en vertu des présentes constituent un contrat passé en vertu des lois de la province d'Ontario; ils sont à toutes fins utiles régis et interprétés conformément aux lois de cette province applicables aux contrats effectués et exécutés entièrement dans cette province.

#### **5.14 Autonomie des dispositions**

Toute modalité ou disposition des présentes qui serait partiellement ou entièrement nulle ou inapplicable dans un territoire quelconque est réputée ne pas s'appliquer dans ce territoire uniquement et dans la mesure où elle y est nulle ou inapplicable, sans que soit modifiée la validité ou le caractère applicable des autres dispositions des présentes ni la validité de la disposition ou modalité en cause dans tout autre territoire ou dans des circonstances différentes.

#### **5.15 Date de prise d'effet**

La présente convention prend effet et est pleinement en vigueur conformément à ses modalités à compter de la date de prise d'effet. À la première assemblée annuelle des détenteurs d'actions comportant droit de vote de Stelco suivant la date de prise d'effet, qui doit avoir lieu au plus tard le 30 avril 1999, Stelco doit demander la ratification de la présente convention par les détenteurs de ses actions comportant droit de vote. Si la présente convention n'est pas ratifiée par la majorité des voix exprimées par les détenteurs d'actions comportant droit de vote qui votent relativement à la ratification de la présente convention à cette assemblée, alors la présente convention et tous les Droits en circulation prennent fin et sont nuls et sans effet à compter de la fermeture des bureaux à la date de la fin de cette assemblée.

### **5.16 Nouvelle ratification**

Malgré la ratification de la présente convention conformément au paragraphe 5.15, la présente convention doit être ratifiée de nouveau par une résolution adoptée à la majorité de plus de 50 % des voix exprimées par tous les détenteurs d'actions comportant droit de vote qui votent à l'égard de cette nouvelle ratification à toutes les trois assemblées annuelles qui suivent l'assemblée annuelle de 1999. Si la convention n'est pas ainsi ratifiée de nouveau ou n'est pas présentée à des fins de nouvelle ratification à cette assemblée annuelle, la présente convention et tous les Droits en circulation prennent fin et sont nuls et sans effet à compter de la date de la fin de l'assemblée annuelle. Toutefois, la présente convention ne peut prendre fin si une acquisition importante s'est produite (sauf une acquisition importante qui a fait l'objet de renonciation aux termes de l'alinéa 5.1a) ou h) des présentes), avant la date à laquelle la présente convention aurait autrement pris fin aux termes du présent paragraphe 5.16.

### **5.17 Décisions et mesures du conseil d'administration**

Toutes les mesures, tous les calculs et toutes les décisions (y compris toutes les omissions à l'égard de ce qui précède) qui sont effectués par le conseil d'administration, de bonne foi aux fins de la présente convention, n'exposent pas le conseil d'administration ou tout administrateur de Stelco à quelque responsabilité que ce soit envers les détenteurs de certificats de Droits.

### **5.18 Délais de rigueur**

Les délais mentionnés dans la présente convention sont de rigueur.

### **5.19 Signature des exemplaires**

La présente convention peut être signée en un certain nombre d'exemplaires et chacun est réputé à toutes fins utiles constituer un original, et tous les exemplaires ensemble constituent un seul et même document.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont dûment fait signer la présente convention le 14 décembre 1998.

Pour **STELCO INC.**

Par : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_

Pour **COMPAGNIE TRUST CIBC MELLON**

Par : \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_

## PIÈCE 1

STELCO INC.

### CONVENTION DU RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES

Formule de certificat de Droits

Certificat n° \_\_\_\_\_

Droits \_\_\_\_\_

**LES DROITS PEUVENT PRENDRE FIN SELON LES CONDITIONS ÉNONCÉES DANS LA CONVENTION DU RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES. DANS CERTAINES CIRCONSTANCES (PRÉCISÉES À L'ALINÉA 3.1b) DE LA CONVENTION DU RÉGIME DE DROITS DES ACTIONNAIRES), LES DROITS DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ RÉELLE PAR UN ACQUÉREUR IMPORTANT OU CERTAINES PARTIES LIÉES, OU PAR DES CESSIONNAIRES D'UN ACQUÉREUR IMPORTANT OU DE CERTAINES PARTIES LIÉES PEUVENT ÊTRE ANNULÉS.**

#### Certificat de Droits

Les présentes attestent que \_\_\_\_\_ ou tout ayant droit inscrit est le détenteur inscrit du nombre de Droits indiqué ci-dessus, chacun de ces Droits permettant à son détenteur inscrit, sous réserve des conditions énoncées dans la convention du régime de Droits des actionnaires intervenue le 14 décembre 1998 dans sa version qui peut être modifiée ou complétée à l'occasion (la « convention du régime de Droits des actionnaires ») entre Stelco Inc., société prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« Stelco ») et Compagnie Trust CIBC Mellon, société de fiducie constituée en vertu des lois du Canada (l'« agent d'émission des Droits ») (ce terme désignant également tout successeur de l'agent d'émission des Droits en vertu de la convention du régime de Droits des actionnaires), d'acheter de Stelco à tout moment après la libération des Droits (terme défini dans la convention du régime de Droits des actionnaires) et avant l'expiration des Droits (terme défini dans la convention du régime de Droits des actionnaires), une action ordinaire entièrement libérée de Stelco (une « action ordinaire ») au prix d'exercice indiqué ci-dessous, sur présentation et remise du présent certificat de Droits accompagné de la formule d'exercice (sous la forme prévue ci-après) dûment signée et remise à l'agent d'émission des Droits à son principal bureau dans les villes de Toronto ou Montréal ou à tout autre bureau de l'agent d'émission des Droits désigné à cette fin de temps à autre par Stelco avec l'accord de l'agent d'émission des Droits. Le prix d'exercice sera initialement de \$ CA le Droit et pourra être rajusté dans certaines circonstances prévues dans la convention du régime de Droits des actionnaires.

Le présent certificat de Droits est assujéti à toutes les conditions de la convention du régime de Droits des actionnaires, lesquelles sont intégrées aux présentes par renvoi et en font partie intégrante et il est par les présentes fait renvoi à la convention du régime de Droits des actionnaires pour la description complète des droits, obligations, pouvoirs et immunités en vertu de cette convention de l'agent d'émission des Droits, de Stelco et des détenteurs des certificats de Droits. Des exemplaires de la convention du régime de Droits des actionnaires sont conservés au siège social de Stelco.

Le présent certificat de Droits, avec ou sans autre certificat de Droits, peut être échangé, sur remise à l'un ou l'autre des bureaux de l'agent d'émission des Droits désignés à cette fin, contre un ou plusieurs autres certificats de Droits de même teneur et portant la même date et attestant un nombre global de Droits égal au nombre global des Droits attestés par le ou les certificats de Droits remis. Si le présent certificat de Droits est exercé en partie, le détenteur inscrit aura le droit de recevoir, sur remise du certificat, un ou plusieurs autres certificats de Droits attestant le nombre de Droits entiers non exercés.

Le détenteur du présent certificat de Droits n'a pas, en tant que tel, le droit de voter ou de recevoir des dividendes et n'est pas réputé, à quelque fin que ce soit, être un détenteur d'actions ordinaires ou d'autres titres pouvant de temps à autre être émis lors de l'exercice des Droits attestés par le présent certificat, et aucune disposition de la convention du régime de Droits des actionnaires ou du présent certificat ne doit

être interprétée comme conférant au détenteur du présent certificat, en tant que tel, les droits d'un actionnaire de Stelco ni le droit de voter lors de l'élection des administrateurs ou sur toute autre question soumise aux actionnaires à une assemblée des actionnaires de Stelco, ni le droit d'approuver ou de rejeter toute mesure prise par Stelco, ni de recevoir avis des assemblées ou de toute autre mesure touchant les actionnaires (sauf comme il est prévu dans la convention du régime de Droits des actionnaires) ni de recevoir des dividendes ou des droits de souscription ou autres, et ce, jusqu'à ce que les Droits attestés par le présent certificat de Droits aient été exercés comme il est prévu dans la convention du régime de Droits des actionnaires.

Le présent certificat de Droits n'est valide ou opposable à quelque fin que ce soit que lorsqu'il a été contresigné par l'agent d'émission des Droits.

EN FOI DE QUOI la signature autographiée des dirigeants autorisés de Stelco et le sceau de Stelco ont été apposés sur le présent certificat.

Fait le \_\_\_\_\_

Pour **STELCO INC.**

\_\_\_\_\_  
[Président]

\_\_\_\_\_  
[Secrétaire]

Contresigné :

Pour **COMPAGNIE TRUST CIBC MELLON**

\_\_\_\_\_  
Signataire autorisé

## FORMULE DE CESSION

(Devant être signée par le détenteur inscrit si ce détenteur désire transférer le certificat de Droits.)

VALEUR REÇUE, \_\_\_\_\_ vend, cède et transfère

par les présentes à \_\_\_\_\_

les Droits attestés par \_\_\_\_\_

(Nom et adresse du cessionnaire en caractères d'imprimerie)

le présent certificat de Droits, ainsi que tous les droits s'y rattachant, et par les présentes constitue et nomme irrévocablement \_\_\_\_\_, son fondé de pouvoir pour transférer les Droits dans les registres de Stelco avec pleins pouvoirs de substitution.

Fait le \_\_\_\_\_

Signature avalisée :

Signature

(La signature doit correspondre en tous points au nom du détenteur figurant au recto du présent certificat de Droits sans modification, ajout ni changement d'aucune sorte.)

La signature doit être avalisée par une firme membre d'une Bourse de valeurs reconnue au Canada ou une banque commerciale ou société de fiducie ayant un bureau ou un correspondant au Canada ou une firme membre du programme STAMP (Securities Transfer Agent Medallion Program).

## ATTESTATION

(À remplir si l'énoncé est vrai.)

Le soussigné qui transfère des Droits aux termes des présentes déclare, à l'intention de tous les détenteurs de Droits et d'actions ordinaires, que les Droits attestés par le présent certificat de Droits ne sont pas et, à sa connaissance, n'ont jamais été détenus en propriété réelle par un acquéreur important, un membre du groupe d'un acquéreur important ou une personne avec qui un acquéreur important a des liens ou une personne agissant conjointement ou de concert avec l'une ou l'autre des personnes susmentionnées. Les termes définis ont le sens qui leur est attribué dans la convention du régime de Droits des actionnaires.

Fait le \_\_\_\_\_

Signature

(À joindre à chaque certificat de Droits.)

## FORMULE D'EXERCICE

(Devant être remplie par le détenteur inscrit si ce détenteur désire exercer le certificat de Droits.)

DEST. : \_\_\_\_\_

Le soussigné choisit irrévocablement par les présentes d'exercer \_\_\_\_\_ Droits entiers attestés par le certificat de Droits ci-joint pour l'acquisition des actions ordinaires ou d'autres titres, le cas échéant, émissibles à l'exercice de ces Droits et demande que les certificats de ces titres soient émis au nom de :

\_\_\_\_\_  
(Nom)

\_\_\_\_\_  
(Rue)

\_\_\_\_\_  
(Ville, province et code postal)

\_\_\_\_\_  
(Numéro d'assurance sociale ou autre numéro d'identification du contribuable)

Si ce nombre de Droits est inférieur au nombre total de Droits attestés par le certificat de Droits, un nouveau certificat de Droits pour le reste des Droits sera immatriculé au nom de la personne suivante et livré à l'adresse suivante :

\_\_\_\_\_  
(Nom)

\_\_\_\_\_  
(Rue)

\_\_\_\_\_  
(Ville, province et code postal)

\_\_\_\_\_  
(Numéro d'assurance sociale ou autre numéro d'identification du contribuable)

Fait le \_\_\_\_\_

Signature avalisée :

Signature

(La signature doit correspondre en tous points au nom du détenteur figurant au recto du présent certificat de Droits sans modification, ajout ni changement d'aucune sorte.)

La signature doit être avalisée par une firme membre d'une Bourse de valeurs reconnue au Canada ou une banque commerciale ou société de fiducie ayant un bureau ou un correspondant au Canada ou une firme membre du programme STAMP (Securities Transfer Agent Medallion Program).

---

### ATTESTATION

(À remplir si l'énoncé est vrai.)

Le soussigné qui exerce des Droits aux termes des présentes déclare, à l'intention de tous les détenteurs de Droits et d'actions ordinaires, que les Droits attestés par le présent certificat de Droits ne sont pas et, à sa connaissance, n'ont jamais été détenus en propriété réelle par un acquéreur important, un membre du groupe d'un acquéreur important ou une personne avec qui un acquéreur important a des liens ou une personne agissant conjointement ou de concert avec l'une ou l'autre des personnes susmentionnées. Les termes utilisés aux présentes ont le sens qui leur est attribué, le cas échéant, dans la convention du régime de Droits des actionnaires.

Fait le \_\_\_\_\_  
Signature

---

(À joindre à chaque certificat de Droits.)



### **AVIS IMPORTANT**

Si l'attestation stipulée plus haut dans les formules de cession et d'exercice n'est pas remplie, Stelco considérera que le propriétaire réel des Droits attestés par le présent certificat de Droits est un acquéreur important ou membre du groupe d'un acquéreur important ou une personne avec qui un acquéreur important a des liens. Aucun certificat de Droits n'est émis en échange d'un certificat de Droits appartenant ou réputé avoir appartenu à un acquéreur important ou à un membre de son groupe ou à une personne avec qui il a des liens ou à une personne agissant conjointement ou de concert avec l'une ou l'autre de ces personnes.

**stelco**